

# le délit

McGill **DAILY** le délit

**DPS** *SPD*

DAILY PUBLICATIONS SOCIETY  
SOCIÉTÉ DES PUBLICATIONS DU DAILY

Publié par la société des publications du Daily,  
une association étudiante de l'Université McGill

# 12 ANS

## ÉDITION SPÉCIALE EFFONDREMENT ÉCOLOGIQUE

### RÉDACTION

2075 Boulevard Robert-Bourassa, bureau 500  
Montréal (Québec) H3A 2L1  
Téléphone : 514 398-6784

Rédactrice en chef  
rec@delitfrancais.com  
Lara Benattar

Actualités  
actualites@delitfrancais.com  
Astrid Delva  
Juliette De Lamberterie  
Antoine Milette-Gagnon

Culture  
artsculture@delitfrancais.com  
Grégoire Collet  
Évangéline Durand-Allizé

Société  
societe@delitfrancais.com  
Katherine Marin

Philosophie  
philosophie@delitfrancais.com  
Simon Tardif

Coordonnateur de la production  
production@delitfrancais.com  
Sebastien Oudin-Filipecki

Coordonnatrices visuel  
visuel@delitfrancais.com  
Alexis Fiocco  
Béatrice Malleret

Multimédias  
multimedias@delitfrancais.com  
Matias Brunet-Kirk

Coordonnateurs de la correction  
correction@delitfrancais.com  
Niels Ulrich  
Amine Baouche

Webmestre  
web@delitfrancais.com  
Mathieu Ménard

Coordonnateurs réseaux sociaux  
reso@delitfrancais.com  
Lucile Jourde Moalic  
Iyad Kaghad

Événements  
evenements@delitfrancais.com  
Madeleine Gilbert

Contributeur-trices  
Margot Hutton, Joseph Herbinet, Rafael Miró,  
Marilyne Dragon, Victor Babin, Ariane Biquin,  
Hugo Roussel, Vincent Morreale, Mahaut  
Engérant, Hortense Chauvin, Hugo Gentil, Fatima  
Silvestro, Hermine Demaël

Couverture  
Alexis Fiocco  
Béatrice Malleret

### BUREAU PUBLICITAIRE

3480 rue McTavish, bureau B•26  
Montréal (Québec) H3A 0E7  
Téléphone : +1 514 398-6790  
ads@dailypublications.org

Publicité et direction générale  
Boris Shedov

Représentante en ventes  
Lety Matteo

Photocomposition  
Mathieu Ménard

The McGill Daily  
coordinating@mcgilldaily.com  
Lydia Bhattacharya

Conseil d'administration de la SPD  
Lydia Bhattacharya, Léandre Barôme, Tony Feng, Boris  
Shedov, Nouëdyn Baspin, Julian Bonello-Stauch, Lara  
Benattar, Hannah Raffin, Phoebe Pannier Sébastien Oudin-  
Filipecki

Les opinions exprimées dans les pages du Délit sont  
celles de leurs auteure-s et ne reflètent pas les po-  
litiques ou les positions officielles de l'Université  
McGill. Le Délit n'est pas affilié à l'Université McGill.

L'usage du masculin dans les pages du Délit vise à alléger le texte et ne se  
veut nullement discriminatoire.

Les opinions de nos contributeurs ne reflètent pas nécessairement celles de  
l'équipe de la rédaction.

Le Délit (ISSN 1192-4609) est publié la plupart des mardis par la Société  
des publications du Daily (SPD). Il encourage la reproduction de ses ar-  
ticles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas  
d'articles et d'illustrations dont les droits ont été auparavant réservés).  
L'équipe du Délit n'endosse pas nécessairement les produits dont la publi-  
cité paraît dans le journal. Imprimé sur du papier recyclé format tabloïde  
par Imprimeries Transcontinental Transmag, Anjou (Québec).

# Prendre l'effondrement au premier degré

## L'ÉQUIPE DU DÉLIT

Le rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prévenait, début octobre, les décideur-euse-s politiques qu'il leur reste douze ans pour prendre des mesures radicales afin de prévenir les risques dramatiques d'un réchauffement climatique au-delà de 2 °C (« 12 ans pour changer », p. 3). Exhortant nos gouvernements à agir afin de limiter la hausse des températures par rapport au niveau préindustriel à 1,5 °C, les centaines de scientifiques ayant participé au rapport nous invitent à ne pas prendre le problème au second degré.

Dans cet esprit, l'équipe éditoriale du Délit a choisi de consacrer cette édition à l'effondrement écologique, partant du postulat que les décennies à venir seront celles de changements environnementaux radicaux — déjà amorcés — qui mèneront à une modification profonde de nos modes de vie et à la possible extinction d'une partie de l'espèce humaine. Les énumérations des désastres à venir se répètent et s'allongent toujours : vagues d'extrême chaleur, inondations, sixième extinction massive des espèces, déstabilisation des calottes polaires, montée des océans, etc. Causant la migration forcée de plus de 250 millions de réfugié-e-s climatiques d'ici 2050 ainsi que l'épuisement des ressources sur lequel tous nos systèmes de production reposent, ces évolutions seront sans doute à l'origine de nombreux conflits.

Nous ne nous posons pas en figure d'exemple : le mode de vie que la plupart d'entre nous entretenons — en tant qu'étudiant-e-s internationaux-ales issu-e-s de milieux souvent très privilégiés — participe très largement à la destruction anthropogénique de l'environnement, et ce malgré notre ambition d'être plus « éduqué-e-s » que la majorité. Nous ne cherchons pas non plus à véhiculer un message unique, empreint de certitude quant à la marche à suivre. Les problématiques auxquelles nous nous sentons forcé-e-s de nous intéresser sont d'une infinie complexité, qu'il est d'autant plus difficile d'appréhender que nous sommes nous-mêmes les pièces du puzzle que nous cherchons à assembler.

Des sentiments contradictoires se sont bousculés en nous et parmi nous durant la préparation de ce numéro, qui naissent aussi lorsque les prédictions de l'effondrement nous frappent et que l'on pense prendre la mesure de ce qui nous attend. La tentation d'imprimer des pages teintées d'espoir se heurte à celle de les peindre en noir, le désir de crier haut et fort que nous condamnons fermement les responsables du cataclysme se bute au rappel que nous sommes nous-mêmes les moteurs du système que nous voulons transformer. Aussi, pourquoi ne pas laisser le mal qui est déjà fait mettre un point final à la course effrénée dans laquelle l'espèce humaine est engagée? Au regard de ces dilemmes, laisser la destruction s'accélérer, contrit-e-s, mais impuis-sant-e-s, semble être parfois la seule option envisageable.

Si les générations plus âgées ne reconnaissent pas l'urgence dans laquelle nous vivons (« Le combat de toutes les générations », p. 8), les prédictions ne sont pas non plus connues parmi celles et ceux qui, encore étudiant-e-s aujo-

urd'hui, vivront sans doute pleinement l'effondrement demain. Dans plusieurs éditions précédentes, nous avons condamné le manque de conscience écologique de la plupart des décideur-euse-s politiques actuel-le-s, notamment de la Coalition avenir Québec (« Si la tendance se maintient... », p. 9). Nous avons aussi critiqué à plusieurs reprises les institutions de l'enseignement supérieur, qui souvent, transmettent les logiques qui ont causé l'effondrement qui nous guette aujourd'hui, plutôt que de nous préparer à nous y adapter en nous donnant les clés pour l'appréhender.

Les expert-e-s du GIEC annonçaient en 2014 que les rapports et les réformes politiques s'étaient jusqu'alors concentrés sur l'atténuation du changement climatique (climate change mitigation, en anglais), mais que la priorité devait être mise sur l'adaptation aux inévitables changements présents et futurs. Selon le rapport du GIEC de 2014, les efforts d'atténuation du changement climatique demandent un effort mondial, l'adaptation demande des efforts locaux. L'adaptation des citoyen-ne-s, des gouvernements et des écosystèmes promet d'être très difficile. Les survivalistes de la Silicon Valley cherchent à s'armer jusqu'au cou pour échapper à l'apocalypse depuis leur bunker néo-zélandais, persuadé-e-s qu'il faut prôner l'indépendance radicale. Contrairement à eux-elles, il nous semble désirable de continuer à croire en la possibilité d'envisager des stratégies d'adaptation plus collaboratives.

Mais pour cela, les petites actions individuelles et les innovations technologiques partielles, aussi importantes soient-elles, ne suffisent plus (« Le mythe des voitures électriques », p. 10). Certaines ont même l'effet inverse : en utilisant le label écologique comme outil de marketing, elles alimentent le cercle vicieux de la surconsommation. « Avant d'avoir à subir les conséquences d'une décroissance imposée par la destruction en cours de ce qui rend possible la vie humaine sur Terre » (Entrevue d'Yves-Marie Abraham, p. 16), il semble urgent de renoncer collectivement à l'idéal de croissance infinie. Il est indispensable de réfléchir au long terme et d'inscrire sa trajectoire personnelle dans une responsabilité plus globale. L'université, en tant que passerelle vers la vie active, est pour cela une période de réflexion cruciale. C'est à nous, aujourd'hui, de décider de notre engagement pour construire ou ramasser les débris du monde demain. Dans tous les domaines professionnels, que ce soit l'économie, la politique, de l'art ou de l'agriculture, le chantier en matière environnementale est colossal. Fonder notre réflexion quant à nos vies professionnelles futures sur la conscience de l'effondrement nous semble important aujourd'hui et se relèvera sans doute inéluctable demain.

En attendant, il est de notre devoir d'agir à notre échelle, en commençant par l'institution-même dans laquelle nous étudions. Nous insistons ainsi sur le devoir de McGill de désinvestir des énergies fossiles, afin de se poser comme un exemple d'engagement écologique (« Les écologismes de McGill », p. 4). Il n'est plus temps de poser des pansements « pour une plaie que l'on continue d'aggraver au couteau ». ☹

# ACTUALITÉS

actualites@delitfrancais.com

## 12 ans pour changer

Le rapport du GIEC dresse un constat alarmant.

ASTRID DELVA  
Éditrice Actualités

Le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) réuni en Corée du Sud, du 1<sup>er</sup> au 8 octobre, tire la sonnette d'alarme sur les conséquences d'un réchauffement des températures au-delà de 1,5 °C par rapport au niveau préindustriel.

Le rapport est clair, si rien n'est fait face au réchauffement climatique, des conséquences de grande envergure vont se produire : vagues de chaleur élevées, extinctions d'espèces animales, déstabilisation des calottes polaires et montée des océans à long terme, entre autres. En 50 ans, le niveau des océans s'est élevé de dix centimètres. Il s'agit d'une tendance qui n'est pas prête de changer car, selon les experts de la NASA, une montée des océans d'au moins un mètre est inévitable dans les 100 à 200 ans à venir. Les archipels du Pacifique,

notamment les îles Marshall, les îles de Polynésie, les Maldives dans l'Océan Indien et certaines régions de l'Asie comme les Philippines et l'Indonésie seront les premières victimes de cette montée. Autre fait inévitable, les réfugiés climatiques seront près de 250 millions en 2050.

**« Le rapport vient de prouver que le réchauffement climatique est “irréversible” »**

**Des changements nécessaires**

Afin de limiter la hausse à 1,5°C, le rapport met en évidence la nécessité de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 45% d'ici 2030 et la réalisation d'une neutralité carbone en 2050, c'est-à-dire le fait de ne pas émettre dans l'atmosphère plus de CO<sub>2</sub> que l'on peut en retirer. Les scientifiques estiment qu'il faut

entamer « une transition rapide et de grande portée en matière d'énergies, d'usage des sols, de transports, bâtiments et systèmes industriels ».

Le rapport vient donc précisément prouver que le réchauffement climatique est « irréversible ».

**Un cri d'alerte lancé aux États**

Parmi les scientifiques à l'origine du rapport sonnant l'alarme, le coprésident Jim Skea, professeur à l'Imperial College de Londres a déclaré que « nous avons remis le message aux gouvernements, nous leur avons donné les preuves, à eux de voir. ». Il a ajouté que « la dernière chose, à laquelle les scientifiques ne peuvent répondre, c'est si c'est faisable politiquement et institutionnellement. » Il reste désormais aux négociations internationales sur l'environnement se déroulant à Bali du 2 au 14 décembre pour la succession du Protocole de Kyoto de définir des mesures pour la réduction des gaz à effets de serre. ☹



**LE PETERSON  
EST MAINTENANT  
PRÊT À VOUS  
ACCUEILLIR**

AU CŒUR DU QUARTIER  
DES SPECTACLES

**LOFT ET PENTHOUSE  
TÉMOINS POUR VISITE**

LOFTS AVEC PLAFONDS  
DE 18 PIEDS À PARTIR DE  
**425 000 \$** +TX

PENTHOUSES À PARTIR DE  
**769 000 \$** +TX

DÉCOUVREZ TOUT CE QUE LE PETERSON PEUT VOUS OFFRIR.

**BUREAU DES VENTES**  
405, RUE DE LA CONCORDE, AU 33<sup>e</sup> ÉTAGE (LOCAL 3301)  
MONTREAL 514 904-8855

**LE PETERSON**

PLACE-DES-ARTS | LePeterson.com

## PROCREA FERTILITÉ – SÉANCE D'INFORMATION GRATUITE SUR LA CONGÉLATION DES OVULES

Que ce soit dû à un rythme de vie effrené ou d'une carrière exigeante, le « bon moment » pour une femme de tenter une grossesse peut ne pas correspondre à son horloge biologique.

Joignez-vous à nous pour des apéritifs gratuits dans un cadre détendu tout en vous renseignant sur vos options pour retarder la parentalité jusqu'à ce que le moment soit venu pour vous. Dre. Karen Buzaglo dirigera cette discussion et répondra à toutes les questions que vous pourriez avoir au sujet de cette décision pour préserver votre fertilité.

Cet événement exclusif sera offert en français et en anglais. L'espace pour les deux dates est limité et l'inscription est encouragée.

Discussion sur la congélation des ovules en anglais  
Mercredi 7 novembre | 18h30-20h00

Discussion sur la congélation des ovules en français  
Jeudi 8 novembre | 18h30-20h00

Visitez [Procrea.ca](http://Procrea.ca) pour vous inscrire.  
Veuillez confirmer votre présence avant le 2 novembre 2018

 **PROCREA**  
Fertilité

PROCREA FERTILITÉ  
1361 Beaumont Avenue  
Suite 301  
Mont-Royal, QC H3P 2W3

# Les écologismes de McGill

## Que peut-on penser des initiatives environnementales de l'Université?

LUCILLE JOURDE MOALIC  
Coordinatrice Réseaux

**A**fin de répondre à un ensemble de questions sur les actions mcgilloises pour l'environnement, *Le Délit* a interrogé des acteurs de trois positions différentes. George McCourt et Jennifer Gobby sont tous deux à la Faculté d'environnement de McGill. Il y est professeur depuis plus de vingt ans, elle est assistante à l'enseignement et à la recherche. Maxime Lakat et Loïc Eloy sont co-présidents du Desautels Sustainability Network, association étudiante qui promeut le secteur privé comme acteur clé et bénéficiaire du développement durable.

**Le Délit (LD) :** *Quelles ont été les actions environnementales les plus importantes de McGill que vous ayez connues?*

George McCourt (GM) : Il y a deux projets récents qui montrent le fort engagement de l'Université. Le premier est *Vision 2020*, un mandat lancé et signé en 2014, avec pour but de faire de McGill une institution écologiquement responsable et durable, tant sur par rapport à ses actions que sur l'éducation qui y est donnée. Les principaux axes d'amélioration touchent à l'efficacité énergétique de l'Université, les méthodes de recherche en laboratoire (notamment la gestion des déchets chimiques ou la consommation d'eau), l'enseignement des problèmes environnementaux à travers tous les programmes, et enfin le lien entre les actions de chacun et les communautés locales. Le deuxième projet est le Sustainability Project Fund (SPF), lancé en 2010. C'est un fond annuel de 870 000 dollars qui a déjà fait naître plusieurs centaines de projets liés au développement durable sur le campus.

Maxime Lakat (ML) et Loïc Eloy (LE) : Depuis la rentrée, nous avons organisé un séminaire sur la finance durable avec des leaders du secteur privé, ce qui a permis de véritablement légitimer notre cause et de convaincre les étudiants de finance qu'il y a une opportunité pour eux dans ce domaine (7 trilliards de dollars en 2016 selon la US ISF Foundation, SRI basics, *ndlr*). C'est important, car ils ne sont presque jamais confrontés aux concepts de l'investissement responsable dans le contexte académique. Nous avons aussi invité tous les membres exécutifs des initiatives étudiantes dédiés au développement durable à se rencontrer lors d'un « Exec Mixer ». Cela nous a permis

d'entamer la décontraction des silos entre les facultés de McGill, nécessaire à la collaboration d'approches complémentaires qui nous feront avancer...

**LD :** *Concernant l'environnement, quels sont les plus gros projets actuellement en débat ou en cours d'acheminement? En terme d'environnement, quelles seraient les priorités de McGill pour les trois prochaines années?*

ML et LE: La McGill Sustainability Systems Initiative (MSSI) est une initiative pour le corpus académique de McGill, car elle permet la collaboration entre les différentes facultés et

au couteau. Si McGill veut être une institution « leader » de file en opposition au dinosaure qu'elle est actuellement, elle doit initier la discussion sur la durabilité, la réconciliation et l'action climatique. Cela signifie le retrait total de ses investissements dans les énergies fossiles. Il en va de même pour le respect de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et l'écoute du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). Il faut arrêter les investissements dans les énergies fossiles, investir dans les énergies propres et encourager les autres grandes institutions à faire de même.

JG : Oui, je peux l'imaginer. Pour cela, il faudrait que l'institution reconnaisse que les motivations nées du capitalisme reposent sur la dépendance à la croissance économique, ce qui fait d'elles la racine des problèmes environnementaux. Il faut ensuite soutenir activement les projets visant à amener des alternatives viables, à toutes les échelles. Enfin, on doit arrêter l'enseignement d'une économie et d'une ingénierie qui renforcent le statut quo destructeur. Beaucoup d'universités dans le monde sont bien plus innovantes que McGill sur ce terrain-là, il est temps de se rattraper.

GM : Je n'ai pas besoin d'attendre plus de mes étudiants, leurs projets sont nombreux et fantastiques. Regardez le SPF, c'est un étudiant de premier cycle, un *undergrad student*, qui a réussi à le mettre en place en seulement trois ans. Quant à l'administration, c'est la tragédie des grosses institutions. Les gouverneurs ne sont pas des vieilles têtes de mules, mais la bureaucratie rend les prises de décisions très longues et complexes.

**LD :** *Comment augmenter l'engagement des étudiants?*

GM : Les organismes doivent repenser leur système de communication pour être plus visibles. La plupart du temps, ils font de très beaux sites avec toutes les informations, et pensent que tout le monde va les voir. Il faut sortir de ces habitudes et aller à la rencontre des étudiants. Avec l'abondance d'informations que nous recevons tous les jours, même les courriels ne suffisent pas.

**LD :** *Pour les étudiants qui souhaitent s'engager, quelles sont les possibilités?*

ML et LE : Pour commencer, on conseille à tous de lire un court papier de cinq pages intitulé « A Wordly Strategy for the Global Climate » écrit par des professeurs de McGill (H. Mintzberg, S. Mantere et D. Etzion). Il porte sur les moyens que chaque secteur de la société peut apporter contre le changement climatique.

GM : Les opportunités sont nombreuses, que chacun s'engage là où sa passion et son énergie se trouvent.

Ce qu'on en retient :

Les initiatives en faveur de l'environnement prolifèrent sur le campus, mais elles sont trop peu visibles à cause d'un manque de communication efficace. En raison de la trop grande affluence d'informations, les sites Internet et les listervs ne marchent pas.

L'enseignement de l'écologie doit se faire à travers tous les programmes et tous les cours, la vision environnementale doit être intégrée pour repenser tous les domaines académiques. La collaboration entre les facultés permet une complémentarité des approches nécessaires à l'action.

Les changements les plus importants doivent être réalisés en profondeur, par exemple par la promotion de la décroissance. ☺



BÉATRICE MALLERET

leurs professeurs sur des objectifs et projets communs. Il faut désormais également commencer davantage d'initiatives invitant les étudiants de tous les bords.

JG : La première chose à faire pour initier le changement est d'arrêter d'être la cause du problème environnemental. En continuant à investir dans les énergies fossiles, l'institution de McGill continue à soutenir les industries qui causent activement le dérèglement climatique. C'est la première étape et ensuite, McGill pourra entamer la mise en œuvre de solutions. Tant que McGill continuera d'être une source du problème, toutes les actions en faveur du climat et du développement durable ne seront qu'un pansement sur une plaie que l'on aggrave continue d'aggraver avec

GM : La majorité des initiatives viennent d'étudiants de toutes les facultés et sont souvent en partenariat avec les administrations de l'université. Par exemple, le « Jardin de Mac » a décollé grâce au SPF, et il est maintenant autonome car il vend ses fruits et légumes au *McGill Food Dining Services*. Le plus important maintenant est de changer nos attitudes en tant que consommateurs. Par exemple, le nombre de trajets en avion effectués par les professeurs et les étudiants des cycles supérieurs (*grad students*) pour se rendre à des conférences est énorme et gravement nocif pour la planète, alors qu'il suffirait de s'habituer à faire des visio-conférences.

**LD :** *À long terme, envisagez-vous McGill sans impact négatif sur l'environnement, mais plutôt positif?*

GM : Oui! Je suis plutôt optimiste, nous sommes déjà activement en train de réduire notre impact. Pour avoir un impact positif, il faudrait changer les attitudes de consommation des gens.

**LD :** *Pensez-vous que les associations et projets en cours sont suffisants, en attendez-vous plus des étudiants et de l'administration?*

ML et LE : Nous attendons une ouverture d'esprit de la part des étudiants de manière à créer un environnement qui incite la collaboration. Les stéréotypes sur les facultés et les visions sociétales de leurs étudiants doivent être combattus de manière à créer une génération apte à élaborer un plan stratégique ensemble contre le dérèglement climatique.

# Divest McGill: et maintenant?

La décision de désinvestir des énergies fossiles semble être constamment reportée.

JULIETTE DE LAMBERTERIE &  
ASTRID DELVA  
Éditrices Actualités

Si le sentiment d'urgence face au choc climatique se fait ressentir plus intensément de nos jours qu'à n'importe quel autre moment auparavant, l'idée de faire des choix responsables face à l'environnement ne semble plus nouvelle. Que ces choix soient d'envergure restreinte, et concernent l'action individuelle, ou beaucoup plus large, se plaçant sur une échelle institutionnelle, les conversations les concernant semblent maintenant être inscrites dans notre quotidien.

La possibilité pour McGill de prendre la décision de retirer tous ses investissements dans les compagnies dont l'activité primaire constitue l'extraction, la distribution, ou la vente d'énergies fossiles, n'a non plus rien de nouveau; le mouvement étudiant *Divest McGill* tente de faire pression sur cette décision depuis 2012. Mais aujourd'hui, la tâche reste inaccomplie.

## Le Sénat qui s'en mêle

En septembre 2018, le Sénat prenait position sur la question de manière inédite; il n'est normalement pas d'usage pour ce corps politique d'exprimer une opinion, voire d'influencer une décision autre qu'académique. Mais certains sénateurs se sont sentis obligés d'intervenir; parmi eux, Gregory Matthew Mikkelson, professeur spécialisé en philosophie environnementale. C'est ce dernier qui est à l'origine de la motion du Sénat d'informer le Conseil des gouverneurs, en charge de la décision, que celui-ci favorise, en principe, le désinvestissement des énergies fossiles. Cette motion a été adoptée à la grande majorité; elle a pourtant été lourdement critiquée, notamment par le vice-principal

exécutif et vice-principal aux études, le professeur Christopher Manfredi, la définissant comme une « grave erreur de gouvernance ».

Toutefois, plusieurs autres sénateur-riche-s, professeur-e-s ou étudiant-e-s, tel que Bryan Buraga, sénateur de la faculté d'Arts et Sciences, ont convaincu l'assemblée qu'exprimer un point de vue sur une décision affectant la communauté mcgilloise entière était un droit, voire un devoir du Sénat.



MAHAUT ENGÉRANT

## La décision de nouveau reportée

Dans un récent communiqué aux étudiant-e-s, la Principale Suzanne Fortier a offert un compte-rendu des discussions qui ont eu lieu lors de la dernière réunion du Conseil des gouverneurs. Cette dernière explique avoir informé le conseil, auquel revient la décision finale de désinvestir, de la récente prise de position du Sénat, et rapporte que celui-ci « a accepté de présenter la position du Sénat au Comité consultatif chargé des questions de responsabilité sociale » (CCRS, ou CAMSR, abrégé en anglais, *nldr*).

Ainsi, aucun vote n'a été effectué, et la décision est de nouveau reportée à la fin du mois d'octobre, lors de la prochaine réunion du comité. Selon un article du *McGill Tribune*, cette décision a été influencée par la présidente du conseil, Ram Panda, expliquant « qu'il serait irresponsable de la part du conseil de décider, étant donné qu'il est du rôle du comité consultatif chargé des questions de

responsabilité sociale de donner des conseils » sur ses investissements financiers éthiquement ambigus.

La situation semble ainsi toujours stagner, mais peut-être pas pour longtemps; une nouvelle manifestation de *Divest McGill* s'est organisée le 22 octobre dernier, à l'occasion de la réunion du CCRS, devant le bâtiment d'administration James. Le comité a déjà découragé la décision de désinvestir deux fois auparavant, en 2012

et en 2016. Il reste maintenant à voir si McGill refusera d'agir pour la troisième fois. Les membres de *Divest McGill* ont mis en évidence la nécessité de désinvestir des énergies fossiles et de se trouver « du bon côté de l'histoire ».

## La décision au CCRS

Une des membres de *Divest McGill* a ajouté que McGill a beau être très engagé sur la durabilité en apparence, l'administration n'a pas cessé d'investir plus de 15 milliards de dollars dans les énergies fossiles. Une étudiante, Violette, explique qu'elle considère l'environnement comme « le sujet le plus urgent » car « si on ne résout pas ce problème on aura pas la chance de résoudre les autres ». Une membre de *Divest McGill*, Morgen Bertheussen, déclare que « ça fait six ans que nous sommes ici et ça fait six ans que rien n'est fait. » et elle ajoute que si McGill avait fait le choix de désinvestir quatre ans auparavant, « il y aurait déjà eu retour sur investissement ». ☺

## Historique de *Divest McGill*

### Automne 2012 Naissance de *Divest McGill*

C'était un dossier en cours du v.-p. aux Affaires externes de l'AEUM de l'époque. Les principaux membres étaient Robin Reid-Fraser, Christopher Bangs, et David Summerhays. Pour eux, le désinvestissement pouvait servir à délégitimer les grandes entreprises qui engrangent des profits grâce aux énergies fossiles.

### Printemps 2013 Le début du combat

*Divest McGill* a commencé sa campagne en soumettant une pétition au Conseil des gouverneurs de l'Université. Ils demandent que McGill retire ses investissements des compagnies œuvrant dans les énergies fossiles. Cette pétition est rejetée en mai 2013. D'après le Conseil, les preuves liées au tort social causé par ces compagnies sont insuffisantes. Une seconde pétition retourne sur le bureau du Conseil des gouverneurs en février 2015, avec un nouveau refus annoncé plus d'un an plus tard, en mars 2016.

### Avril 2015 Le prix Catalyst

Le bureau de la durabilité remet ce prix à *Divest McGill* lors d'une soirée au *Faculty Club*. Ce prix vise à reconnaître celles et ceux qui ont contribué de manière significative au mouvement de durabilité au sein de l'Université McGill. C'est une manière de rendre hommage à l'engagement important du groupe et à leur mission éducative qui a permis d'éveiller les consciences sur les enjeux climatiques dans la communauté mcgilloise. Les étudiant-e-s ont ainsi la possibilité de participer à des conférences sur le climat, mais aussi de collaborer à des discussions sur le même thème.

### Mars – Avril 2016 Passer à l'action

Depuis 2014, Suzanne Fortier refusait de rencontrer le groupe, ce qui représentait pour *Divest* un manque de transparence et de communication de la part de l'administration. Alors, le 29 mars, les membres de *Divest McGill* occupent la devanture du bâtiment d'administration James pendant 72 heures, dans le but de faire entendre leurs revendications. Le point fort de cette manifestation est une cérémonie lors de laquelle d'ancien-ne-s étudiant-e-s de McGill rendent leurs diplômes pour protester contre la décision du Conseil des gouverneurs. Cette démonstration ne fait cependant pas fléchir l'administration sur sa position.

### Décembre 2017 Irruption chez les gouverneurs

La réunion du Conseil du 12 décembre 2017 doit s'achever plus tôt que prévu, suite aux manifestations de *Divest McGill*. Le groupe demandait à ce que la communauté mcgilloise soit consultée sur les changements proposés aux termes de référence du Comité pour conseil sur la responsabilité sociale (CCRS, CAMSR en anglais). Dans son mandat devait être ajoutée une clause obligeant le CCRS à conseiller l'université contre l'utilisation de ses ressources pour des causes politiques ou sociales, des propositions jugées inacceptables par *Divest McGill*.

MARGOT HUTTON  
Contributrice



# Pas d'élections en mi-année

Le conseil discute des suites de la démission de Marina Cupido.

ANTOINE MILETTE-GAGNON  
Éditeur Actualités



Entre le sort du portfolio des Affaires externes, la motion pour une représentation responsable et la politique contre les violences sexuelles, les membres du Conseil législatif de l'Association étudiante de l'Université McGill (AEUM, SSMU en anglais) ont eu du pain sur la planche lors de la réunion du 18 octobre.

## Représentation responsable

Les discussions entourant la motion pour une représentation responsable de l'AEUM ont divisé le Conseil. Suivant la démission de la vice-présidente aux Affaires

externes Marina Cupido, le conseiller Bryan Buraga, ayant été l'un des proposant de la motion lors de la réunion du 11 octobre, a suggéré d'amender la motion pour retirer les passages demandant la suppression de la publication Facebook de la page des Affaires externes.

Le conseiller Buraga a également proposé de rajouter dans la motion que « l'AEUM condamnait les politiques racistes et xénophobes de la CAQ qui sont préjudiciables au bien-être de nos étudiant·e·s ». Cet amendement a été critiqué par le sénateur André Lametti qui trouvait les critiques trop vagues. Le remplaçant du conseiller de l'École de travail social, le conseiller Mousseau, a également proposé de retirer le passage affirmant que la publication de Marina Cupido n'avait pas de sources pour fonder ses affirmations. Il a avancé que ce passage avait le potentiel de tourner les membres du Conseil les uns contre les autres. D'autres conseillers ont au contraire affirmé l'importance de présenter le

contexte entourant le vote de cette motion. Le conseil a finalement voté un amendement pour retirer toute référence à la publication de Marina Cupido et la motion, ne contenant plus que la politique de responsabilité en elle-même, a été rejetée à 13 voix contre 10.

## La suite aux Affaires externes

La démission de Marina Cupido a pris une bonne part des discussions au Conseil. Les membres présents de l'exécutif ont alors expliqué les différentes options s'offrant à l'AEUM pour pourvoir au poste maintenant vacant entourant le portfolio des Affaires externes.

D'une part, il aurait été possible de tenir des élections de mi-année pour désigner un·e remplaçant·e au poste de vice-président·e. Toutefois, cette option n'a pas été jugée avantageuse par les membres exécutifs étant donné que la personne arrivant en poste en milieu d'année n'aurait pas le

temps d'obtenir une formation adéquate. Il a plutôt été proposé de remplacer la vice-présidente aux Affaires externes par une équipe de commissaires s'occupant chacun·e d'une partie du portfolio. Deux commissaires verraient ainsi leurs heures de travail augmenter, soit le·la commissaire aux Affaires autochtones (*Indigenous affaire* en anglais) ainsi que le·la commissaire à l'Engagement de la communauté (*Community Engagement* en anglais). Additionnellement, deux nouveaux postes seraient créés : un·e commissaire aux Affaires francophones ainsi qu'un·e commissaire à la Mobilisation contre les violences sexuelles (*Sexual Violence Mobilization and Advocacy* en anglais).

Jacob Shapiro, vice-président aux Affaires universitaires, a indiqué au Conseil que les nouveaux commissaires allaient être payés à l'aide des 25 600 dollars canadiens restants du poste de vice-président aux Affaires externes. Questionné par Bryan Buraga, le vice-président

a avoué que la représentation de l'AEUM face aux entités externes seraient affectée par la perte d'un·e représentant·e unique. Questionné par André Lametti, Jacob Shapiro a indiqué que la page Facebook des Affaires externes serait principalement gérée par le vice-président aux Affaires internes, mais que certaines publications résulteraient d'un travail collaboratif.

## Violences sexuelles

Enfin, la motion concernant l'adoption de la politique sur les violences sexuelles et genrées de l'AEUM a été discutée. Notons que Bryan Buraga avait présenté une pétition devant la commission juridique de l'AEUM pour critiquer le caractère anticonstitutionnel de la motion. Celle-ci comprend une question à proposer aux étudiant·e·s durant la période référendaire d'automne concernant l'adoption de frais de 0,45 dollar par personne pour la mise en place de la politique. La motion a été adoptée à 25 voix contre une. ☹

# La voix donnée aux survivant·e·s

Le Délit rencontre Julie Lasonde pour discuter des relations professeur-élève.

JULIETTE DE LAMBERTERIE  
Éditrice Actualités

Le Délit a rencontré Julie Lasonde, présidente du Comité spécial du Sénat sur les relations intimes entre des membres du personnel enseignant et des étudiant·e·s, en vue de leur rapport final attendu pour le mois de décembre, qui contiendra des recommandations pour les futures politiques de McGill.

**Le Délit (LD) :** *Tout d'abord, pourriez-vous résumer le processus de sélection des membres du comité?*

**Julie Lasonde (JL) :** Ce que je sais, c'est que les membres du Sénat, lorsqu'ils ont décidé de mettre sur pied ce comité, ont demandé des suggestions de noms à un comité de nomination. J'assume que l'on s'est fié au jugement des membres, pour essayer de voir qui pourrait avoir l'expérience, le jugement nécessaire pour être dans un tel comité. Je pense que les membres du comité ne se présentent pas comme représentatifs de l'ensemble de la population de McGill, qui est énorme, mais qu'ils prennent leur mandat au sérieux, et se servent

de consultations pour réfléchir à la question.

**« On se demande : s'il se passait telle ou telle chose, qu'est-ce que l'on ferait? »**

**LD :** *Consultez la population mcgilloise fait partie du mandat du comité. Les consultations passées ont-elles eu du succès, et eu des impacts sur vos discussions?*

**JL :** Pour ce qui est de la consultation en personne du 18 septembre, nous avons choisi un lieu plutôt convivial où les étudiants pouvaient se rassembler. Nous avons deux personnes présentes pour offrir un soutien émotionnel, et avons adopté une formule de discussions en petits groupes, pour que les gens soient plus à l'aise. Ce que j'ai constaté, c'est qu'on ne sait jamais à quoi s'attendre avec ces choses-là. Le ton était toujours respectueux, et les gens semblaient capables de s'ouvrir et de discuter ouvertement. Les commentaires

que l'on a reçus par écrit étaient aussi vraiment très utiles, cela donne une perspective, chacun a son expérience. Nous travaillons d'ailleurs beaucoup avec des études de cas. On se demande: s'il se passait telle ou telle chose, qu'est-ce que l'on ferait? Je pense que tous ces processus ont contribué à faire avancer la réflexion du comité.

**LD :** *Pourriez-vous dire que vous commencez à vous orienter vers une direction précise?*

**JL :** Oui. Il y a déjà plusieurs questions évidentes sur lesquelles le comité a atteint un consensus.

**« On ne peut pas s'en sortir sans certains mécanismes, même si ceux-ci sont imparfaits; il faut ainsi continuer à les améliorer »**

Mais il en reste des plus difficiles ; certaines directions se développent, mais ce n'est pas encore tout à fait clair. Il nous reste encore deux rencontres!

Le comité est libre de recommander ce qu'il veut, il n'y a pas de

restrictions. Mais c'est un vrai exercice intellectuel de se demander ce qui est le plus approprié pour une politique concernant les relations intimes.

**LD :** *En tant que présidente du comité, quels sont vos espoirs pour les mois à venir?*

**JL :** Je garde une certaine humilité quant à ce que ce genre de comité peut faire, mais j'espère avant tout qu'il sera satisfait de ses recommandations, des raisonnements derrière ceux-ci, bien que le comité soit conscient qu'il n'est chargé que de donner des

faits de notre mieux pour avoir un réel impact positif sur les gens, de voir qu'il y a une vraie méfiance vis-à-vis des systèmes internes de McGill. L'Université est tellement grande, on dirait qu'il y a 5000 mécanismes pour un seul problème! Mais il y a toujours cette impression que rien n'est fait. C'est selon moi un vrai problème de transparence, de mauvaise communication. Et j'espère aussi que cela va changer. On ne peut pas s'en sortir sans certains mécanismes, même si ceux-ci sont imparfaits, il faut ainsi continuer à les améliorer. La dernière chose que je voudrais, c'est que les gens sentent qu'il n'y a aucun recours pour les aider, et qu'ils soient remis à eux-mêmes.

Pour chaque démarche qui cible un très gros problème, comme les violences sexuelles dans une société, il faut garder une perspective. Elles ne peuvent tout régler, mais ce sont des étapes, qui j'espère, ont un certain sens. C'est très sain que les gens discutent de ces questions ouvertement, que cela devienne un sujet politique, mais ce n'est pas suffisant. Il faut trouver des solutions, et ça cela veut dire transformer des systèmes complexes, comme l'Université McGill! ☹

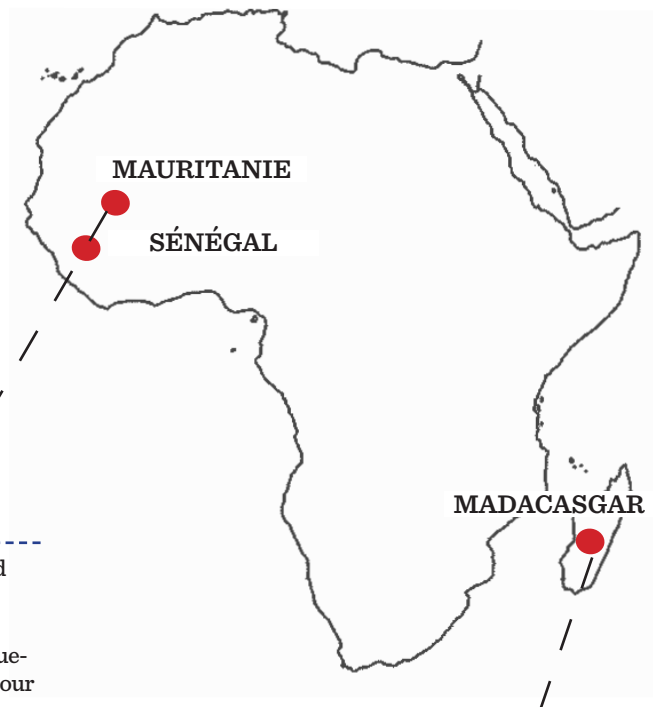
## AMÉRIQUES



L'entreprise privée pétrolière et gazière française Total a eu le feu vert du commissaire enquêteur pour la réalisation de son projet de plateforme extraterritoriale au large de la Guyane. L'exploitation de cet immense gisement de pétrole très important aux yeux de ce *supermajor* avait cependant été rejetée par 98% des participant-e-s lors d'une consultation publique organisée par le gouvernement français, qui avait rassemblé 8 000 citoyen-ne-s. Les nombreuses préoccupations concernent le non-respect des objectifs fixés par les Accords de Paris, et particulièrement les risques environnementaux pesant sur le territoire guyanais. ☹

Trois mois après la signature d'un accord de coopération pour l'exploitation d'un champ de gaz extraterritorial entre le Sénégal et la Mauritanie, le projet Grand Tortue-Ahmeyim avance à grands pas. Il respectera, pour l'instant, l'objectif fixé par British Petroleum, l'entreprise chargée du projet, de servir en gaz dès 2021 ces deux pays. En effet, l'industrie d'hydrocarbures africaine a connu un fort regain de croissance en 2017 avec 450 milliards de dollars investis dans des projets d'exploration et de production d'hydrocarbures sur le continent. Cet accord témoigne d'une présence certaine des entreprises européennes en Afrique. ☹

## AFRIQUE



38 établissements scolaires publics et privés ont adhéré au programme international de la Fondation pour l'éducation environnementale (FEE), visant à promouvoir l'éducation environnementale dans le système d'éducation formel. Une centaine de ces écoles devraient être créées, selon les objectifs fixés par la FEE à Madagascar. C'est en effet un nouveau pas qui permettra de sensibiliser les nouvelles générations de l'île au problème de la déforestation. Effectivement, la plus grande déforestation du monde aurait été enregistrée à Madagascar en 2017, dépassant celles de la République démocratique du Congo, l'Indonésie et le Brésil, notamment. ☹

### ANALYSE POLITIQUE

# Quel avenir pour la taxe carbone?

Chaque semaine, *Le Délit* analyse un aspect de la politique québécoise.

RAFAEL MIRÓ  
*Chroniqueur politique*

Justin Trudeau a fait de l'imposition d'une taxe sur le carbone dans les provinces la pierre angulaire de ses politiques en matière d'environnement. Or, avec la disparition de ses appuis de gauche parmi les gouvernements provinciaux, il sera désormais très difficile pour lui de réaliser cette promesse sans perdre quelques plumes.

### Le marché du carbone

En 2013, suivant les recommandations du protocole de Kyoto et s'inspirant du système établi depuis sept ans dans l'Union Européenne, le gouvernement de Pauline Marois avait mis en place une bourse du carbone à l'échelle de la province. Dans ce système, le gouvernement vendait chaque année un prix fixe de droits d'émissions de carbones, que les entreprises pouvaient ensuite s'échanger

entre elles au prix qui leur convenait. L'idée était de rendre coûteuse l'émission de gaz à effet de serre (GES) par les entreprises, afin de les pousser à modifier leur manière de produire pour faire des économies. De plus, les sommes récoltées lors de la vente initiale devaient aller directement au Fonds vert, destiné à financer le développement durable au Québec. Un an plus tard, en 2014, le ministre des Relations internationales d'alors, un certain Jean-François Lisée, signait une entente avec la Californie pour joindre leurs deux marchés respectifs et créer la *Western Climate Initiative*, coordonnant le plus grand marché du carbone en Amérique du Nord. Le marché s'est encore agrandi début 2018 avec l'addition de l'Ontario, province alors dirigée par les libéraux de Kathleen Wynne.

### Entre deux chaises

En 2015, Justin Trudeau, dont l'image d'environmentaliste commençait à se ternir à cause

de son support passif au projet de pipeline Énergie Est, avait décidé de frapper un grand coup en forçant les provinces qui ne l'avaient pas déjà fait, à se doter d'un système de tarification des émissions de carbone. De plus, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il allait imposer un prix minimum pour la tonne de CO<sub>2</sub>,



qui monterait progressivement jusqu'à 50\$ la tonne en 2022. Si une province n'acceptait pas de se soumettre à la taxe, le fédéral la percevrait directement. Déjà, à l'époque, trois provinces, la Saskatchewan, la

Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve, avaient fermement affirmé leur désaccord, dénonçant sur la scène publique des coûts pour les familles de 1250\$ en moyenne.

Deux ans plus tard, tout semble aller de mal en pis pour Justin Trudeau. À la suite de plusieurs élections provinciales, les relations de son gouvernement avec les provinces se sont beaucoup dégradées. Une fronde s'est organisée contre le projet de taxe de Justin Trudeau, d'abord porté par l'ancien premier ministre très conservateur de la Saskatchewan Brad Wall et maintenant par Doug Ford. L'Ontario s'est ainsi retiré du marché commun avec le Québec, forçant Justin Trudeau à respecter sa promesse en imposant lui-même une taxe aux Ontariens, et ce à un an d'élections fédérales. La plus grosse province canadienne, en termes démographique et économique, a aussi annoncé qu'elle rejoindrait la Saskatchewan dans une poursuite contre le gouvernement fédéral, poursuite qui risque de for-

tement encourager les mouvements de droite du pays. Devant la tempête, Justin Trudeau a déjà annoncé qu'il accepterait de baisser les prix minimums sur la tonne de carbone. Le chef libéral est dans une position extrêmement délicate, puisque trop reculer sur la taxe du carbone aggraverait encore plus son bilan environnemental, déjà empoisonné par son support obstiné au pipeline Trans Mountain. De quoi donner des munitions aux progressistes du Nouveau parti démocratique (NPD) lors des prochaines élections à venir.

Pour le moment, à l'instar des gouvernements de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, François Legault a donné son appui au projet de taxes de Justin Trudeau lors du sommet de la francophonie à Erevan. Toutefois, il faudra voir si cet appui à la taxe carbone résistera aux seuils voulus par Trudeau plus hauts que ceux en vigueur au Québec et surtout aux relations potentiellement orageuses entre les deux chefs de gouvernement. ☹

## Le combat de toutes les générations

Tout ce qui nous sépare ne fait pas le poids face aux changements climatiques.

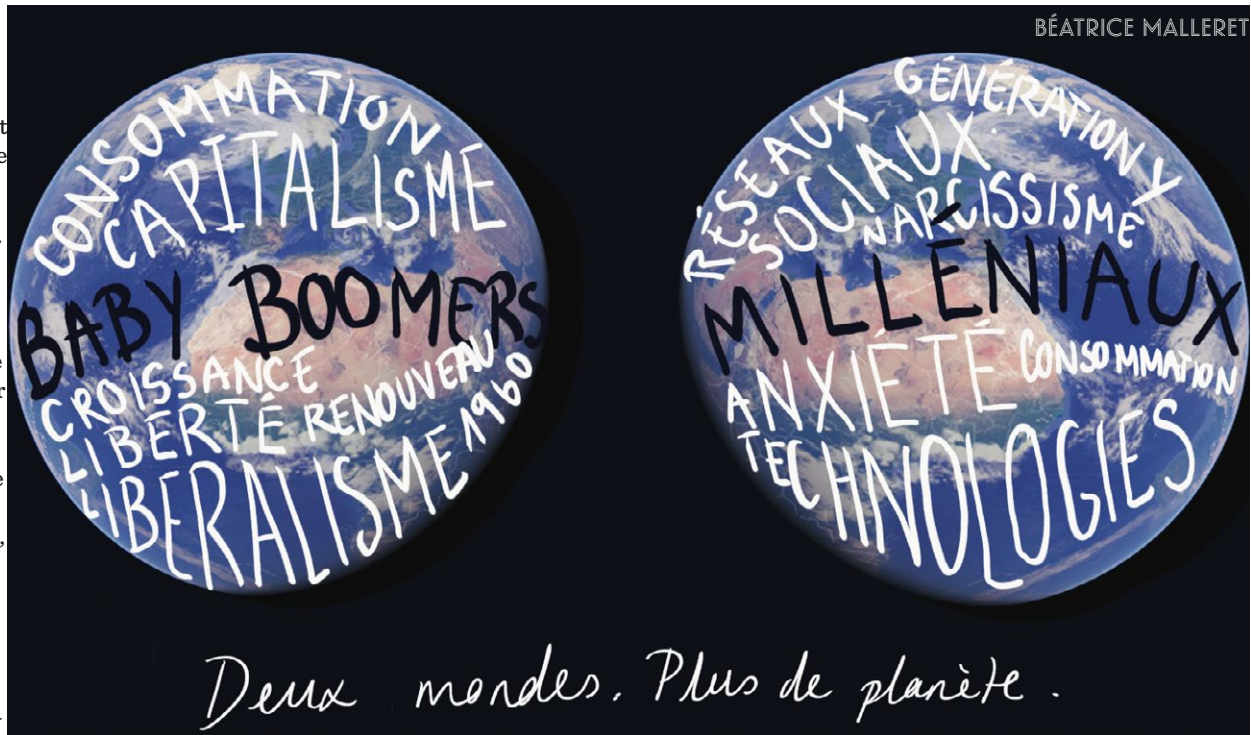
KATHERINE MARIN  
Éditrice Société

Si l'on ne le sentait pas déjà, la campagne électorale au Québec fut plutôt claire sur une chose : il existe des différences énormes dans les valeurs qui motivent la génération des baby-boomers et celle des « milléniaux », principalement en ce qui concerne la crise écologique. Certain·e·s nient tout simplement son existence, d'autres croient que la communauté scientifique exagère ses effets, et ces croyances se trouvent principalement chez les *baby-boomers*, mais n'épargnent pas, en certaines circonstances, la génération Y.

Apogée de l'individualisme

Si l'on se fie aux statistiques du gouvernement fédéral datant

de 2011, les *baby-boomers* représentaient alors 3 personnes sur 10. Au cours de l'histoire du Québec, ce sont les enfants de l'après-guerre qui ont fortement contribué à l'essor du système capitaliste, entre autres par un besoin marqué d'autoaffirmation et d'affranchissement face à la religion catholique. Comme l'a dit le journaliste Louis Cornélius dans *Le Devoir* en 2016, c'est la société traditionnelle québécoise (au sein de laquelle les strates sociales étaient extrêmement rigides, et la religion catholique occupait une place majeure dans la société) qui laisse place à la société de consommation. Le capitalisme, qui est aujourd'hui la



BÉATRICE MALLERET

Deux mondes. Plus de planète.

source d'un problème qui semble insurmontable, fut le moyen d'atteindre la liberté et l'affirmation de soi pour cette génération.

Génération de l'individualité

Selon le *Times*, la génération Y serait la plus anxieuse et narcissique jamais observée. Avec l'avènement de la technologie, il semble effectivement y avoir quelque chose un tantinet narcissique avec le concept des réseaux sociaux, qui nous ont presque élevés, et un « sevrage » de ces derniers représenterait une grande gêne pour nous. C'est donc sans surprise que l'on entend les générations au-dessus de la nôtre l'associer abusivement à la technologie, mais un sujet nous divise plus encore : la question de l'environnement nous déchire beaucoup plus qu'elle nous rassemble (ce qu'elle devrait pourtant faire!).

Si les *baby-boomers* ne se sentent pas aussi interpellés par la question des changements climatiques, il ne faut pas les blâmer, mais plutôt les remettre dans leur contexte sociohistorique. Il est difficile de dire à toute une génération qu'elle devrait laisser tomber ce qui l'a libérée ; le système capitaliste est sans aucun doute problématique et devrait être remplacé par un système économique soutenable à long terme et qui appelle à l'égalité. Mais il demeure que le système économique actuel permet une grande liberté individuelle... si l'on peut

se le permettre, paradoxalement. Historiquement, c'est dans l'après-guerre que la communauté scientifique observe une augmentation de la température terrestre, mais ce n'est qu'en 1980 qu'un consensus autour de

**«le système capitaliste est sans aucun doute problématique et devrait être remplacé par un système économique soutenable (...) et qui appelle à l'égalité»**

la question du climat se forme. Et déjà, à l'époque, les résultats prédisent un avenir horriblement prévisible : « Si la concentration de CO2 advenait à doublé[...], nos estimations prédisent des hausses des températures terrestres s'élevant à trois degrés celsius, et à ces hausses s'ajouteraient des conséquences significatives aux conditions climatiques » lit-on dans un rapport sur le dioxyde de carbone et sur le climat datant de 1979. Il faut dire que les *baby-boomers* ont connu l'avènement de la crise écologique et de ce fait l'annonce semblait peut-être très loin d'eux et eux. La génération Y ayant

grandi avec le nez dedans, cela explique peut-être sa plus grande sensibilité face à cet enjeu.

Malgré que plusieurs choses séparent les deux générations « dominantes » de la vie politique, économique et culturelle, une chose devrait nous rassembler : cette épée de Damoclès qui nous tombera sur la tête dans deux ans. Nous ne sommes plus à l'avant des décennies dont les scientifiques nous parlaient, il faut agir et faire la chose la moins naturelle : laisser tomber ce que l'on croyait être bon pour nous, cesser de prôner l'individualisme (mal dont les deux générations sont coupables d'ailleurs).

Lorsque l'on sait que seulement cent entreprises sont responsables de 71% des émissions de gaz à effet de serre, il semble parfaitement contre-intuitif de continuer à soutenir le capitalisme. Il est temps de surpasser nos dangereuses envies de consommation abusive et de confort qui nous mettent tous et toutes en péril.

Se sentir impliqué·e

Bien que la majorité des gaz à effets de serre (qui ne représente pas tout ce qui contrevient au climat) soit émise par de grandes compagnies et que cela est partiellement hors de notre contrôle, il n'empêche qu'en continuant de vivre sans lendemain, nous encourageons ce système cancérogène. Cessons de pointer l'autre du doigt et agissons d'un seul élan, générations réunies. ☺



**AGA &**  
**Appel de candidatures**

Les membres de la Société des publications du Daily (SPD), éditrice du McGill Daily et du Délit, sont cordialement invités à son **Assemblée générale annuelle** :

**Le mercredi 24 octobre @ 17h30**  
**2075 Robert-Bourassa, salle commune du 5<sup>e</sup> étage**

La présence des candidat(e)s au conseil d'administration est fortement encouragée.

**La SPD recueille présentement des candidatures pour son conseil d'administration.**

Les candidat(e)s doivent être étudiant(e)s à McGill, inscrit(e)s aux sessions d'automne 2018 et d'hiver 2019 et aptes à siéger au conseil jusqu'au 31 octobre 2019. Le poste de représentant(e) des cycles supérieurs est également ouvert. Les membres du conseil se rencontrent au moins une fois par mois pour discuter de la gestion des journaux et prendre des décisions administratives importantes.

Pour déposer votre candidature, visitez :  
**[dailypublications.org/how-to-apply/?l=fr](http://dailypublications.org/how-to-apply/?l=fr)**

# Si la tendance se maintient...

## Retour sur les élections provinciales du 1er octobre et ses implications.

MARILYNE DRAGON  
Contributrice

La soirée électorale s'annonçait pleine de rebondissements. Les sondages étaient unanimes : la course promettait d'être serrée entre la Coalition avenir Québec de François Legault et le Parti libéral de Philippe Couillard. Tous les deux à environ 30% des intentions de vote dans les divers sondages, on ne pouvait encore deviner qui allait prendre le pouvoir, et il était encore plus difficile de dire si ce gouvernement allait être majoritaire ou minoritaire. La soirée a cependant été bien moins excitante que prévu, prouvant que les sondages ne sont pas infaillibles.

Après seulement quinze minutes de dépouillement des résultats, les réseaux télévisuels annonçaient un gouvernement caquiste. Après trente minutes, on annonçait que ce dernier allait être majoritaire.

Je ne suis sûrement pas la seule à avoir été très déçue. Non seulement parce que j'anticipais une soirée plus excitante, mais également parce que, pour moi, un gouvernement majoritaire caquiste inscrit le Québec dans une tendance environnementale destructrice.

### L'environnement, le grand oublié

Je comprends que les Québécois ont besoin de changement, mais M. Legault incarne-t-il réellement un changement dont nous avons besoin? Le programme de la CAQ porte très peu d'attention à l'environnement, leur campagne s'étant majoritairement concentrée sur l'immigration et la maternelle à quatre ans. Alors que nous avons eu un été plus chaud que jamais, que les catastrophes naturelles de tous genres sont de plus en plus fréquentes et que la température est en montagne russe, il est impossible de persister à croire que le réchauffement climatique est une invention, ou qu'il ne touche pas le Québec. Face à tout ce que l'on peut observer, et ce que les scientifiques nous prédisent depuis plusieurs années, il est consternant et malheureux de constater que seul Québec solidaire offrait dans son programme le virage environnemental nécessaire pour tenter de contrer la déchéance planétaire. Peut-être bien que leur estimation de 12,9 milliards de dollars de revenus était irréaliste, comme le mentionnaient Vincent Brousseau-Pouliot et Amin Guidara dans *La Presse+* à la fin août, mais il n'empêche que ce parti était l'un des rares — avec le Parti vert et le Nouveau Parti démocratique du Québec — à mettre en l'avant cet enjeu. Québec solidaire a su mettre

en lumière l'urgence de la situation, ce qui le fit sortir du lot lorsque ses futurs députés abordèrent le sujet lors de débats ou d'entrevues.

Le Québec n'a certainement pas la responsabilité de régler tous les problèmes environnementaux ; il doit s'agir d'un effort collectif mondial. Néanmoins, le changement commence à petite échelle, et si le Québec n'est pas capable de faire ce pas de géant, comment peut-on espérer que des pays comme le Canada ou les États-Unis puissent le faire?

### Une tendance trop familière

La CAQ fait écho aux gouvernements de plusieurs autres territoires

sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). En n'entreprenant rien pour atteindre les cibles de réduction de ces émissions sous couvert que l'accord n'était pas « juste » pour les entreprises américaines, il est clair que l'économie est mise en avant de la scène, reléguant l'environnement aux calendes grecques. Pour l'instant, ce retrait n'est pas

vont de l'avant avec cette décision de ne pas respecter l'accord, il est encore possible pour le reste de la planète de rectifier le tir en mettant les bouchées doubles pour réduire leurs émissions de GES. Cependant, si d'autres gouvernements emboîtent le pas à M. Trump, les conséquences d'un échec des objectifs de l'Accord de Paris seront catastrophiques sur

subite augmentation des votes en faveur de Québec solidaire. Les 18-35 ans savent pertinemment que l'avenir dépend grandement des actions que nous posons aujourd'hui, mais ils ne devraient pas être les seuls. Peut-être que les classes plus âgées ne vivront pas les conséquences de cette catastrophe humaine, mais ils ont le devoir de penser aux générations futures. J'ai l'impression que la vaste majorité des gens ne pensent qu'au présent et aux problèmes qui s'y rattachent.

« (...) si d'autres gouvernements emboîtent le pas à M. Trump, les conséquences d'un échec des objectifs de l'Accord de Paris seront catastrophiques sur la température moyenne planétaire »



BÉATRICE MALLERET

et nations qui sacrifient l'environnement au profit de l'économie. Ces types de gouvernements se font de plus en plus élire — que ce soit avec Donald Trump ou Doug Ford — et ce n'est vraiment pas la bonne direction à prendre. Par exemple, le président Trump a retiré, à l'été 2017, les États-Unis de l'accord de Paris

encore effectif, puisque, comme l'expliquaient Jill Colvin et Julie Pace dans *Le Soleil* le 1er juin 2017, il est officiellement seulement possible de le faire que trois ans après la mise en vigueur de l'accord, datant du 4 novembre 2016. Un an de préavis est également nécessaire avant que le retrait ne s'opère. Si les États-Unis

la température moyenne planétaire dont la hausse par rapport à l'ère préindustrielle doit, dans l'idéal, être limitée à 1,5 degrés Celsius.

Les jeunes semblent comprendre l'importance de la question environnementale et c'est probablement ce qui explique, en partie, la

Les hommes et les femmes politiques ne semblent pas réaliser que, lorsque la planète, par le déclenchement de nombreux cataclysmes, aura évincé de son sol les êtres qui l'ont tant mutilée, il sera trop tard pour regretter les décisions que nous prenons maintenant. L'économie, l'emploi, l'immigration, l'éducation, la santé ; tout cela n'aura plus d'importance. La survie sera la seule priorité. Je ne dis pas que ces enjeux ne sont pas fondamentaux — car ils le sont : la vie continue malgré la crise écologique et il faut prendre soin de nos écoles, de nos immigrants, de notre système de santé. Néanmoins, ils ne devraient pas être pris en compte aux dépens d'une politique environnementale plus stricte, beaucoup plus stricte.

Les politiques actuelles des gouvernements contribuent à l'inaction, voire au désintérêt face aux questions environnementales. Doug Ford, premier ministre de l'Ontario depuis quelques mois, fait d'ailleurs partie de ceux qui ont tourné le dos à l'environnement. Pratiquement immédiatement après son élection en juin, M. Ford a retiré l'Ontario du marché du carbone, en plus d'annuler les subventions pour les automobiles électriques. Il souhaite en outre enlever la taxe sur le carbone. Ce type de mesures est pourtant une action possible vers un meilleur traitement de l'environnement. J'espère de tout cœur que M. Legault ne fera pas les mêmes erreurs que son homologue et qu'il adoptera des normes claires et restrictives pour protéger l'environnement. Malheureusement, s'il compte respecter ses promesses électorales et appliquer les mesures dont il faisait mention tout au long de la campagne — dont son souhait de retourner à Anticosti pour y exploiter le pétrole de schiste —, et s'il n'élabore pas de plan environnemental clair, il participera certainement à la dégradation du climat, qui ne fait actuellement que se détériorer.

En d'autres mots, si la tendance se maintient, les désirs économiques omniprésents des politiciens auront raison du sort de notre planète — et de notre espèce. ☹

# Le mythe des voitures électriques

La bouée de sauvetage de nos bonnes consciences?

ÉVANGÉLINE DURAND-ALLIZÉ  
Éditrice Culture

**A**lors que le gouvernement québécois a récemment annoncé le renouvellement du projet pilote qui subventionne l'acquisition de voitures électriques, la popularité de ces engins semble gagner chaque jour un souffle nouveau. « Propre », « zéro déchet », « zéro émission », promue comme le moyen de transport du futur, cette voiture semble être le compromis parfait entre intérêt individuel et collectif. Qu'il est bon d'être un·e citoyen·ne responsable, de pouvoir se déplacer tout en participant au sauvetage de notre chère planète. Pas vrai?

## De l'importance de l'électricité

Aérodynamiques, légères, silencieuses, sans combustion de carburant et à la fine pointe de la technologie : oui, sur la

route, ces voitures sont véritablement zéro émission. Mais lorsqu'elle recharge dans notre garage, c'est une autre histoire. Michael Moyer, dans son article « *The Dirty Truth about Plug-In Hybrids* », explique que les conséquences environnementales des

**«(...)nous alimentons encore le dangereux mythe d'un sauvetage par la technologie»**

voitures électriques dépendent majoritairement des sources dont proviennent l'électricité qu'elles utilisent. Car l'impact carbone de l'électricité varie considérablement en fonction de la situation géographique : dans les zones où elle provient de la combustion de carbone, comme dans l'État

de l'Illinois (74%), cet impact est très haut, et l'utilisation d'une voiture électrique implique une quantité de CO<sub>2</sub> rejetée dans l'atmosphère supérieure à celle des voitures traditionnelles. Au Canada, où 66% de l'électricité produite provient de sources renouvelables — ce taux atteignant plus de 80% au Québec — l'utilisation d'une voiture électrique peut faire une différence.

Mais là encore, ne nous réjouissons pas trop vite. Lorsque l'électricité a un faible impact carbone, cela ne veut pas dire que ses dégâts environnementaux sont nuls. Au Québec, les dégâts recensés par les études gouvernementales vont de l'émission d'oxyde d'azote et de dioxyde de soufre (responsable du smog, de pluies acides, de l'émission de particules fines), aux émissions de CO<sub>2</sub>, de mercure, de méthane, sans oublier la destruction de la biodiversité des cours d'eau, et la disruption des

écosystèmes liés à la production d'hydroélectricité. Leur ampleur est difficilement recensable, mais les données sont suffisantes pour comprendre que toute énergie créée n'est pas sans coût écologique, et n'est certainement pas « zéro déchet » ni « zéro émission ». Son degré de « propreté », comparé à celui des énergies fossiles, est donc à relativiser.

## Une fausse solution

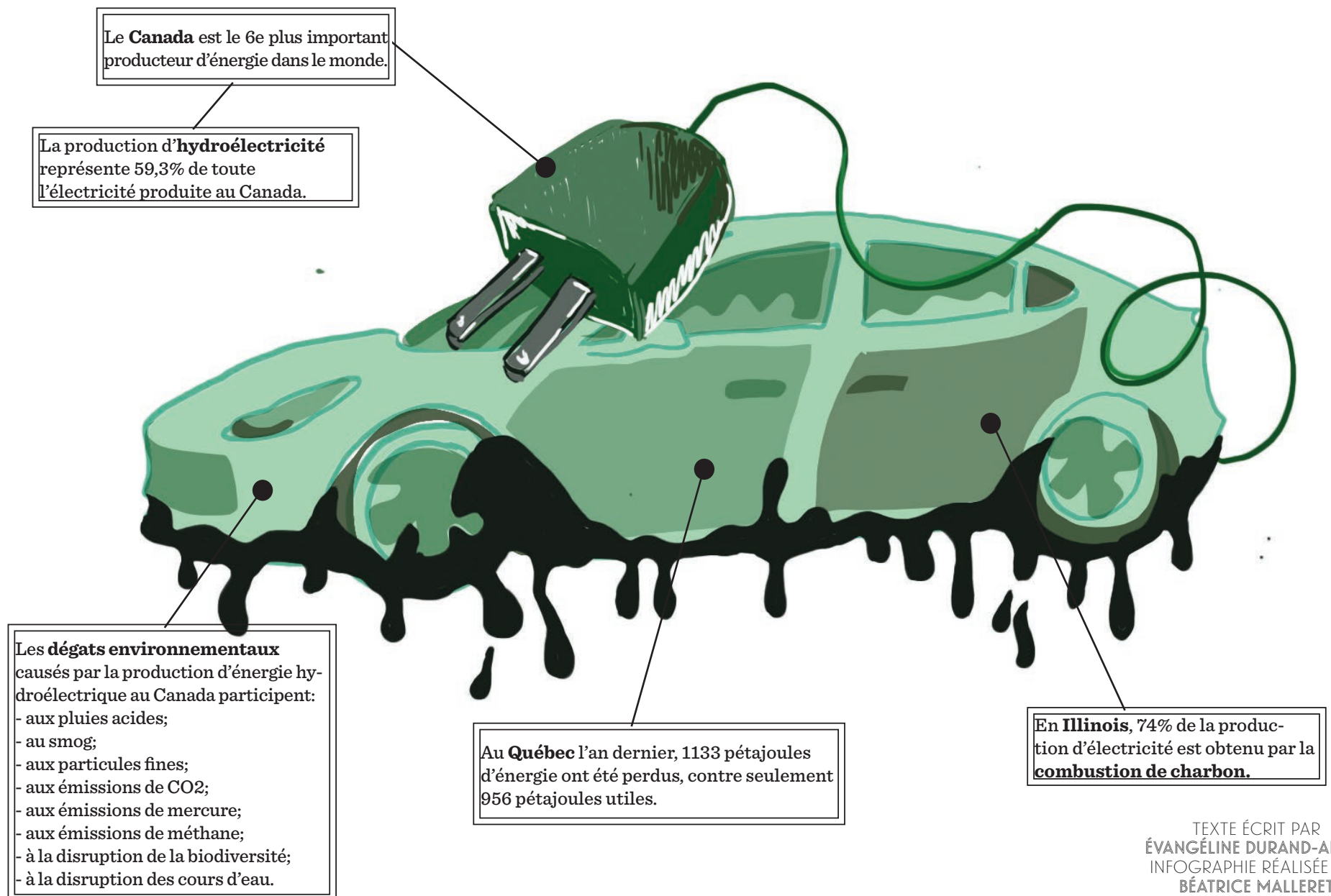
Il nous reste encore à évoquer les multiples autres problèmes liés à la production et l'utilisation des voitures électriques. Pour commencer, leur coût environnemental de production (en équivalent carbone) est, selon l'ADEME, le double de celle des voitures conventionnelles en raison de la technologie requise pour la production des batteries. Leur émission abondante de particules fines, responsables de l'augmentation de maladies pulmonaires et troubles respiratoires, est également facteur

d'un important coût social et médical. Enfin, promouvoir l'utilisation de voitures électriques, c'est entretenir une conception individualiste des transports, au lieu d'encourager des initiatives de transports communs ou partagés, ou encore d'engager un retour aux initiatives locales.

Telle est donc la décevante vérité : les voitures électriques sont la marque d'un progrès relatif, temporaire et insuffisant face à l'effondrement environnemental. En les présentant comme solution, ne serait-ce qu'à l'épuisement des ressources énergétiques qui nous attend, nous alimentons encore le dangereux mythe d'un sauvetage par la technologie.

La seule chose que l'on sauve ainsi, c'est notre conscience, afin de pouvoir continuer à ignorer le véritable problème : nos modes de vie, de consommation et de société sont insoutenables. ☹

## Production d'énergie: revers de la médaille

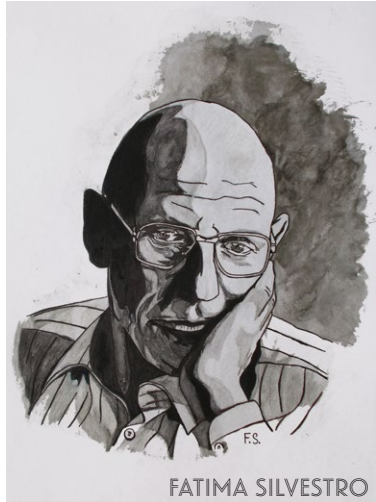


PORTRAIT DE PHILOSOPHE

## Foucault et la normativité éthique

Portrait d'une conférence: élaborer sa vie comme une œuvre d'art.

VICTOR BABIN  
Contributeur



FATIMA SILVESTRO

Le 20 septembre 2018 se tenait la première conférence de philosophie de la session à l'Université de Montréal. Daniel R. Rodriguez-Navas de la *New School* de New York venait parler de sa publication imminente, *From Obligation to Autonomy: The Role of the Aesthetics of Existence in Foucault's Ethical Views* (De l'obligation à l'autonomie: le rôle de l'esthétique de l'existence dans l'éthique de Foucault). Il y décrit la réponse de Michel Foucault à la

disparition de l'éthique de l'obligation traditionnelle, c'est-à-dire sa proposition d'une éthique de l'autonomie basée sur la recherche continue de l'esthétique de l'existence.

### La dimension normative et éthique

Pour définir l'éthique, Foucault part de l'idée kantienne de l'expérience possible et y apporte quelques modifications. Pour lui, tout ce qui est pensable et faisable est interdépendant, et les formes d'expériences possibles sont définies par ce qu'il est possible de penser, faire et être en tant que sujet moral. Ce que l'on peut penser fait référence aux concepts, théories et autres ontologies des domaines du savoir; ce que l'on peut faire s'inscrit dans le cadre d'un ensemble de normes de conduite (types de normativité); finalement, ce que l'on peut être peut constituer la relation que l'on entretient avec soi-même.

Foucault définit ensuite la structure de la « moralité » par le code moral, le comportement réel en relation à celui-ci et la façon dont on doit se conduire, se constituer soi-même en tant que sujet moral. Il s'intéressera particulièrement au dernier

point: la normativité éthique. Il la sépare en trois parties: les raisons d'agir moralement (la source des forces normatives), les types de forces normatives et la conception de la liberté (la capacité constitutive de l'être humain). Cette normativité éthique a donné lieu à plusieurs conceptions de la morale qui ont toutes en commun une obligation éthique sans borne de restreindre la liberté.

à un certain ensemble de règles (par exemple, un texte religieux) dont les forces normatives restreignent nécessairement la liberté en prohibant un ensemble défini d'actions.

### Une éthique de l'autonomie

Rappelons la célèbre phrase prononcée par Ivan Karamazov dans *Les frères Karamazov* de Dostoïevski « Si Dieu est mort, tout est permis. »

### « Si Dieu est mort, tout est permis »

#### Une éthique de l'obligation

Selon Foucault, la morale dominante de l'Antiquité correspondait à une recherche de l'éthique personnelle, mais le christianisme marque le début de la transition vers une « morale comme obéissance à un système de règles », ou encore une éthique de l'obligation. Cette conception de la normativité éthique, qui prend sa source dans des vérités ontologiques, est de nature prohibitive, restrictive et limitative et elle conçoit la liberté comme devoir de l'être humain. En d'autres termes, elle lui impose l'obéissance

Si Dieu est mort, l'éthique de l'obligation de la tradition chrétienne a perdu sa source. Si rien n'est vrai, comment doit-on vivre? En bon lecteur de Nietzsche, c'est la question que se pose Foucault en remplaçant « tout est permis » par « comment vivre? » Il soutient que même si rien n'est vrai, il y a de meilleures et de pires façons de vivre.

Dans une entrevue avec Alessandro Fontana publiée dans *Le Monde* en 1984, Michel Foucault identifie un nouveau changement de paradigme: « l'idée d'une morale comme obéissance à un code de règles est

en train, maintenant, de disparaître, a déjà disparu. »

La réponse foucauldienne à l'absence de morale engendrée par le nihilisme et la quasi-disparition de l'éthique de l'obligation est l'éthique de l'autonomie par la recherche d'une esthétique de l'existence. Sous la dimension normative, elle prend ses racines dans l'engagement individuel à vivre d'une façon esthétiquement morale, dont les forces normatives sont productives et dont la conception de la liberté est surtout restreinte par le contexte social, politique et historique.

L'esthétique de l'existence pousse l'individu à se demander quel type de sujet il désire devenir, quel sera l'héritage qu'il léguera et en sachant qu'il n'est pas libre, comment peut-il le devenir? Cette conception de l'éthique est seulement présentée comme une option, un choix possible, car sa réalisation est le travail de toute une vie où il faut remettre en question sa propre constitution, son rapport pensée-action, minimiser l'influence du milieu socioculturel et critiquer continuellement ce processus même. Il s'agit d'un projet de production créative de soi-même. ☉

## Mythologie: L'anticapitalisme

Concerto et chœur pour piscine creusée à Capitaland en mi mineur.

ANTOINE MILETTE-GAGNON  
Éditeur Actualités

Depuis l'effondrement du bloc soviétique, le capitalisme règne sans partage. C'est toutefois quelque chose qu'il aime faire oublier, le mot *capitalisme* se faisait discret dans le discours courant. À quoi bon rappeler que le ciel est bleu? Le capitalisme ainsi naturalisé ne s'inquiète plus de sa survie ou encore de son remplacement par un autre système. Dans un grand chœur où l'on apprend à chanter en diverses tonalités, ses chœurs se déclinent en plusieurs castes.

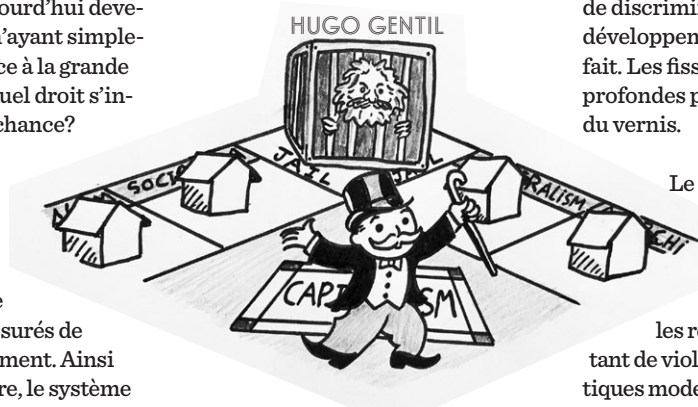
### Les chœurs du système

D'abord, une première rangée accueille ses apôtres les plus fidèles, ces puissants ténors déclamant les exploits de la croissance économique, de la prospérité et de la bonne gouvernance. À travers leurs chants, le capitalisme peut jouir de sa pleine gloire, trônant en souverain bien. Le système est vénéré

pour lui-même, les profits se multipliant en colonnes comme les pains du sauveur qui offrira à ses rares élus la prospérité éternelle. Sous leurs chants, l'avarice corporative devient l'*optimisation fiscale*; ceux et celles que l'on appelait autrefois les *exploités* sont aujourd'hui devenus les *défavorisés*, n'ayant simplement pas eu de chance à la grande loterie de la vie. De quel droit s'insurger contre la malchance?

Confortablement installé au-dessus de nos têtes, le capitalisme permet alors à une seconde rangée de chœurs moins assurés de le louer indirectement. Ainsi érigé en état de Nature, le système se permet d'exposer certains de ses « démons » – indemnités de départs, salaire minimum et autres petits scandales – et de les offrir en sacrifice sur l'autel factice de la bonne conscience « progresso-bourgeoise ». Se laisser égratigner tout en renforçant ses fondations, voilà

le double jeu du capitalisme. Le texte sacré ainsi épuré de ces malencontreuses coquilles peut maintenant être récité sans gêne. Ces seconds violons joignent leurs voix avec joie, le capitalisme réussissant à faire rimer « justice » et « statu quo ».



### Fausser à gauche

Puis, de fausses notes sont entendues ici et là, à gauche et encore plus à gauche. Des critiques plus profondes ne peuvent s'intégrer à l'unisson. « Qu'en est-il des

législations de complaisance? À quand une décroissance véritable? » Inquiet, le capitalisme tente alors d'ajuster légèrement son diapason, espérant retrouver l'harmonie: on parle d'écoresponsabilité, d'acceptabilité sociale, de discrimination positive et de développement durable. Rien n'y fait. Les fissures pointées sont trop profondes pour être colmatées par du vernis.

Le capitalisme échouant ainsi à imposer sa cécité à ces chanteurs, il ne peut faire autrement que les rejeter dans un rare instant de violence dévoilée. Ces hérétiques modernes sont alors affligés d'épithètes les désignant comme des lépreux que les bons sujets doivent éviter pour se préserver du mal fatal. Un appel à la mythologie du siècle passé – *marxiste, communiste, extrémiste, révolutionnaire* – tente ainsi de raviver les pires craintes de l'imaginaire moderne. L'alternative

au capitalisme ne peut être que la dictature sanglante de l'État totalitaire (le système réussissant par la même occasion à faire oublier son propre totalitarisme pervers) et l'histoire historisante sait bien pointer ses monstres.

Enfin, lorsque ces étiquettes ne collent pas aux hérétiques tel qu'attendu, le capitalisme n'a d'autre choix que de rappeler sa propre existence dans un jugement ultime, celui d'*anticapitaliste*. *Anti* établit la claire distinction entre *nous* et *eux*, le Soi et l'Autre. Nous sommes pour la prospérité, eux pour la pauvreté. Nous sommes pour la liberté, eux pour la dictature. Nous sommes raisonnables, eux radicaux. Que les adversaires du capitalisme se réclament véritablement du marxisme, du communisme, du trotskisme ou de la Révolution n'importe finalement que très peu: l'anticapitalisme n'est tout simplement pas acceptable et doit être traité comme tel. La mélodie se conclut sur un point d'orgue éternel. ☉

## L'environnement aux enchères

Pour l'art ou l'environnement, le prix n'est pas une mesure adéquate.

EVANGÉLINE DURAND-ALLIZÉ  
Éditrice Culture

Comment est fixé le prix d'une œuvre d'art? Un principe économique élémentaire nous indique que la valeur économique de tout élément unique et non reproductible est le prix que cet objet atteint aux enchères. La valeur ajoutée du talent de Banksy ne pouvant être estimée, le prix de son œuvre *La Fille au Ballon* – aussi déchirée qu'elle soit aujourd'hui – est de plus d'un

« La valeur de la nature n'est pas estimable à l'aide d'un seul critère monétaire »

million d'euros, fixé par le coup de marteau final de Sotheby's. Mais comme le rappelle le mathématicien Nicholas Georgescu-Roegen, ce principe n'est pas applicable qu'aux objets artistiques : il est

souvent utilisé pour calculer le prix des espaces naturels, tout aussi uniques et impossibles à reproduire. La valeur économique d'une forêt est-elle de même nature que celle d'une œuvre d'art? Est-il même raisonnable d'attribuer une valeur économique à une forêt?

La triche aux enchères

Cette théorie du prix comporte en elle-même un problème majeur. C'est qu'elle ne s'applique que lorsque tout le monde qui porte un intérêt à l'objet est autorisé à et capable d'enchérir. Reprenons l'exemple de *La Fille au Ballon* : si ma sœur et moi étions les seules à pouvoir enchérir, je l'aurais probablement obtenu pour deux dollars, étant donné que ma sœur ne s'intéresse pas vraiment à l'art contemporain. Le prix ne refléterait alors aucunement la valeur que cette œuvre pourrait avoir lors d'une enchère ouverte. Si nous devions appliquer ce principe pour calculer le prix de notre forêt, toutes les générations futures qui y trouveraient un inté-



GRÉGOIRE COLLET

rêt potentiel devraient être autorisés à voter, car nous n'avons pas plus de « droit de propriété » sur cette forêt qu'elles, la Terre étant « leur » héritage autant

que « le nôtre ». Et comme elles ne peuvent être présentes aujourd'hui, un tel prix ne peut être ainsi déterminé. La valeur économique d'une forêt n'est donc probablement pas de la même nature que celle d'une œuvre d'art.

Un critère erroné

L'échec de cette théorie pointe du doigt un problème plus fondamental. Les économistes, en faisant des ressources naturelles un capital économique et un facteur essentiel de production, s'exhortent à leur trouver un prix. Les théories sont nombreuses, toutes alimentant le mythe selon lequel le prix – la quantification monétaire – est une mesure adéquate pour déterminer une allocation optimale des ressources naturelles. Or, toutes ces théories, comme celle que nous venons de critiquer, reposent sur la même erreur : la valeur des écosystèmes n'est pas estimable à l'aide d'un seul critère monétaire, si tant est qu'elle peut être estimée tout court. Même dans une perspective utilitariste, ce que

nous retirons de notre environnement n'est pas quantifiable. Les « services écosystémiques », ou tous les bénéfices que notre civilisation reçoit des écosystèmes, sont immenses, de la purification de l'air et de l'eau, la régulation du climat, la production de nourriture et la provision des énergies sur lesquelles reposent notre civilisation, jusqu'aux bienfaits psychologiques et récréatifs que peuvent apporter des espaces naturels. Nous disions donc... Le prix d'une forêt?

Le critère monétaire, qu'il soit utilisé pour calculer le prix d'une forêt ou celui d'une œuvre de Banksy, est une création humaine. Toute ressource non quantifiable, naturelle ou culturelle, inscrite dans un système complexe et dont les bienfaits impliquent des acteurs d'une extrême variété, ne peut être soumise au diktat de la quantification économique. Et le pied de nez de Banksy à Sotheby's résonne comme un sombre présage : ce n'est pas un prix, aussi exorbitant soit-il, qui la sauvera de la destruction... ☹

ENTREVUE

## Land art au Mont Saint-Hilaire

Les land-artistes canadiens replacent l'art dans l'environnement.

ARIANE BIQUIN  
Contributrice

À l'aube du réveil de la conscience écologique mondiale, en 1960, un nouveau mouvement artistique voit le jour aux États-Unis : le *land art*. Il naît du sentiment d'urgence vis-à-vis du futur. L'objectif ? Donner à la nature et ses ressources une place dans l'art tout en développant un intérêt pour les substances naturelles brutes, repensant notre rapport aux espaces ainsi que notre intégration dans la nature.

Au rythme des écosystèmes

Interrogée par *Le Délit* lors de l'exposition *Créations-sur-le-champ Land art* au Mont-Saint-Hilaire, Lise Létourneau nous expose son approche : « Je travaille sur une base très intime. J'arrive dans un lieu qui m'inspire, et

j'ai envie d'y travailler, même si l'œuvre peut disparaître presque instantanément. Je trouve que c'est une façon d'habiter un lieu. Le fait de travailler avec la nature [crée] une véritable harmonie, la sensibilité que l'on donne à notre œuvre est une façon de montrer aux gens la beauté de la nature pour [qu'ils n'oublient pas] d'en prendre soin ». Lise Létourneau « habille » la nature par des dessins, des morceaux de tissus, des fleurs. Sur la grève de l'Islet-sur-Mer, à Québec, l'artiste a tracé des lignes sur la pierre à l'encre de Chine, laissant les motifs évoluer au gré des marées et être absorbés par le paysage.

Sublimier la nature

L'artiste canadien Michel Gautier explique : « Je fais des

choses qui retournent à la nature, [je garde toujours en tête], le cycle de la vie. Cela me permet de créer des œuvres éphémères car je sais que la nature va se les réapproprier. L'écologie est au centre du message que je veux faire passer. En réalité, c'est le seul message qui nous reste. Le monde d'aujourd'hui appartient aux jeunes et il est important de ne pas oublier que l'on respire grâce aux arbres. Il faut prendre soin de la nature qui nous fait vivre et qui nous nourrit. » Il replace ainsi l'écologie au centre de sa démarche artistique, utilisant son talent pour recréer un sentiment de connexion entre les jeunes générations et leur environnement. Son œuvre *Je respire avec toi mon frère*, exposée pour l'édition 2018, est un cri d'alarme vis-à-vis de l'exploitation de la planète, nous

rappelant que nous ne pouvons vivre sans elle.

Le *land art* permet ainsi de faire l'éloge des ressources naturelles, tout en mettant en évidence la fragilité et l'autonomie de la nature à travers le caractère éphémère des œuvres créées. L'avenir du *land art* repose aujourd'hui sur une question majeure : comment la nature, source de cet art, va-t-elle évoluer dans le futur, que va-t-il en rester? Les artistes sont toujours à la recherche de nouveaux paysages. Ils utilisent les éléments naturels pour transformer le paysage ; ou encore, pour, redonner un souffle artistique à des sites endommagés par l'industrie. ☹

CRÉATIONS-SUR-LE-CHAMP  
LAND-ART

12 CULTURE

## LES ARBRES BLEUS D'AVIVA RAHMANI

GRÉGOIRE COLLET  
Éditeur Culture

Après quelques années passées à se dédier à la performance théâtrale, Aviva Rahmani, artiste basée aux États-Unis, s'est spécialisée dans l'art écologique. Si sa pratique est interdisciplinaire, Rahmani s'intéresse principalement à des installations dans les paysages, en mêlant peinture et musique. Elle dédie ses œuvres à la beauté de la nature et les colore d'activisme, dans une volonté de réappropriation de l'environnement en tant que bien universel

à protéger. Pour la réalisation de ses projets, l'artiste fait appel à des scientifiques et expert·e·s sur la question du changement climatique.

Son projet collaboratif *The Blued Trees Symphony*, débuté en juin 2015, est composé d'arbres marqués par une trace de peinture bleue. Ces arbres sont choisis car placés sur des terrains qui s'apprentent à subir une fracturation hydraulique (*fracking*) pour l'expansion de *pipelines*. Avec son acharnement dans l'expansion de ses *pipelines* nommées « Algonquin » — d'ailleurs grossière utilisation du nom du peuple autoch-

tone —, l'entreprise Spectra est la principale cible du mouvement. Avec une peinture bleue non toxique, les arbres sont marqués du symbole sinus. Le signe mathématique répliqué et modifié représente différentes notes de musique, créant une symphonie qui se complète au fil du marquage des arbres. Selon le *Visual Artists Rights Act*, loi garantissant l'intégrité des créations artistiques, cette empreinte sur le paysage protège les arbres, posant un droit d'auteur sur les créations et ralentissant ainsi les projets de *fracking*. Cet acte de résistance destiné à protéger les écosystèmes a eu une résonance

internationale, et l'œuvre s'étend au-delà des frontières états-uniennes.

Défier les géants de l'industrie du gaz et du pétrole, comme Spectra, n'est pas sans risque. Bien que Rahmani soit la figure de proue du projet, l'œuvre générale appartient à un groupe d'activistes, soutenu·e·s par un avocat et une communauté levant des fonds pour pouvoir se défendre en cas de procès. Cette initiative pour l'environnement, par une communauté, est un exemple en matière d'art écologique. En sublimant ces arbres, Aviva Rahmani nous rappelle poétiquement à l'ordre. ⊙



©AVIVA RAHMANI

## CHRISTO, CONTROVERSE À ISEO



©CHRISTO

HUGO ROUSSEL  
Contributeur

« Ce projet n'est pas un tableau, pas une sculpture. Ce n'est pas quelque chose que l'on observe ou que l'on accroche à un mur. [...] Tu dois prendre le temps de faire les cinq kilomètres — pas virtuellement, il faut vraiment marcher cinq kilomètres. » (Christo, 2016)

Le 18 juin 2016, l'artiste bulgaro-américain inaugure *The Floating Piers*, qui relie les îles de Monte Isola et de San Paolo à la ville de Sulzano, en Lombardie, dans le nord de l'Italie. Cet ensemble de pontons dorés est composé de 220 000 cubes en polyéthylène recouverts de tissu jaune, flottants à la surface du lac Iseo et retenus par 190 ancrés. Cette œuvre éphémère permet à la fois d'avoir l'impression

de marcher sur l'eau, de contempler les montagnes aux alentours et de vivre une expérience artistique inédite, largement plébiscitée par les visiteurs. En effet, *The Floating Piers* a ainsi accueilli 1,2 million de visiteurs pendant ses seize jours d'ouverture, alors que la ville de Sulzano compte à peine plus de 2 000 habitants !

Malgré cette démesure, l'objectif de cette œuvre est avant tout d'être une expérience, éphémère, passagère, qui ne laissera aucune trace sur son environnement. Ainsi, les pontons ont été conçus en plastique de synthèse, et ont été intégralement recyclés à la fermeture de *The Floating Piers*. Cette œuvre s'inscrit dans la volonté de Christo de créer un art ouvert à tous, hors des musées, impossible à posséder ou à commercialiser, et faisant prendre conscience à

chacun de la nécessité de poser un nouveau regard sur ce qui nous entoure, dans une optique plus écologiste que ses autres œuvres. L'artiste affirme que « l'urgence d'être vu est d'autant plus grande que demain tout aura disparu ».

Néanmoins, un groupe de consommateurs italiens s'est interrogé quant au bilan de l'œuvre : compte tenu du coût de nettoyage du lac et du coût environnemental de production des matériaux de l'installation, il est nécessaire de se demander si le recyclage des pontons compense les externalités négatives de l'œuvre, et si cette « compensation » n'est pas une manière de se donner bonne conscience, tout en ignorant son véritable impact écologique. Au total, cette œuvre a-t-elle laissé une trace uniquement sur les photographies des touristes ? ⊙

## HERBERT BAYER, PÈRE DE L'ART ENVIRONNEMENTAL

VINCENT MORREALE  
Contributeur

De naissance autrichienne, Herbert Bayer débute comme apprenti dans un cabinet d'architecture et de graphisme, à Linz, puis à Darmstadt en Allemagne. L'éclectisme des disciplines est déjà pour Bayer une norme. En peinture, il cristallise les influences majeures et pourtant antagonistes du surréalisme, de l'expressionnisme et du constructivisme. En 1936, Bayer invente ce qu'il nomme ses *Fotoplastiken* : des éléments abstraits réalisés en sculpture, puis insérés par photomontage dans des paysages naturels ou architecturaux.

Ce détournement de la sculpture au profit de la photographie constitue

le fond de l'art publicitaire de Bayer. En 1955, Bayer innove également dans un autre domaine : il invente le paysage sculptural. Son *Grass Mound*, œuvre de terre et de gazon tantôt concave, tantôt convexe, dans lequel le spectateur peut se promener, sera un modèle pour les jeunes sculpteurs américains des années 1960 et 1970. L'exposition, qui met à profit l'expérience acquise par Bayer, est conçue comme un parcours dramatique tenant constamment le spectateur en éveil : les sols sont envahis de flèches, de traces de pas et de figures directionnelles, les objets sont suspendus dans l'espace et d'immenses photographies créent des ruptures d'échelles. Conseiller artistique, il élabore des projets d'agencements intérieurs partout dans le monde et réalise des espaces en trompe-l'œil

qu'il transpose en de véritables espaces ouverts.

Il élabore ainsi l'une des premières formes d'art environnemental et annonce le mouvement du *Land art* à venir. Sur les pas de Bayer, des artistes du monde entier créeront des « *earthworks* », de l'art processuel, de l'art écologique. Leurs œuvres, aussi différentes soient les démarches et les interrogations qui les sous-tendent, s'articulent généralement autour de la notion de terrain, autour des réactions individuelles à celui-ci et des activités qui s'y déroulent. Les œuvres sont sculpturales (tridimensionnelles) et/ou fondées sur la performance (processus, site, temporalité) et la façon dont le temps, les forces de la nature, et les spectateurs agissent sur ces espaces. ⊙



EVANGÉLINE DURAND-ALLIZÉ

# Cyril Dion éveille les consciences

L'écrivain et réalisateur cherche à démocratiser le débat écologique.

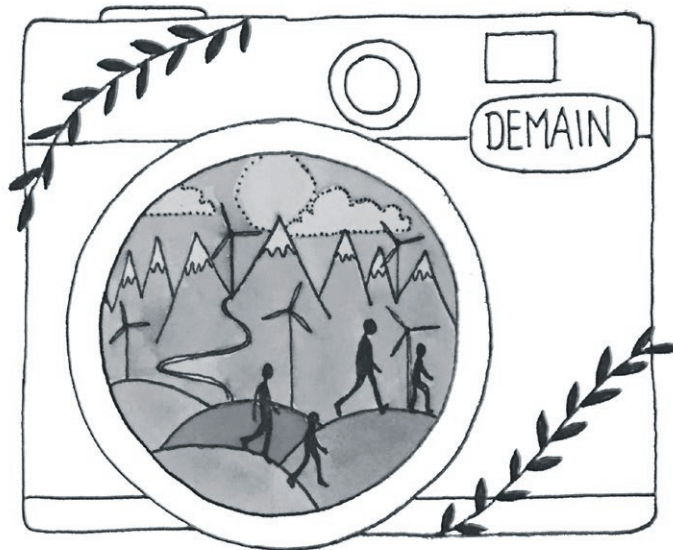
MAHAUT STEFANI  
Contributrice

« Le pessimisme de la connaissance n'empêche pas l'optimisme de la volonté ». Cette phrase du théoricien italien Antonio Gramsci résume la réflexion proposée par Cyril Dion et Mélanie Laurent dans le documentaire *Demain*. Le film commence par un constat plus qu'alarmant : d'ici 2100, une partie de l'humanité aura disparu, en raison des multiples catastrophes environnementales qui s'annoncent. Nous ne pouvons plus ignorer cette réalité, aussi tragique et pessimiste soit-elle. Mais plutôt que de poursuivre la discussion sur ce ton et tomber dans un défaitisme moralisateur, les deux réalisateurs ont choisi d'ouvrir la porte à l'optimisme en partageant à l'écran différentes initiatives écologiques et durables entreprises à travers le monde. Ainsi ils nous offrent un film qui, pour une fois, nous redonne un peu d'espoir. Cyril Dion, dans ce documentaire, mais aussi à travers de nombreux autres travaux tel que son livre *Petit Manuel de Résistance*

*Contemporaine*, fait le choix du combat, tentant d'insuffler aux spectateurs et aux lecteurs la volonté d'agir. C'est probablement ce qui explique le succès du documentaire, dont le box-office en France est mesuré à plus d'un million d'entrées. Cyril Dion, en offrant une vision positive du défi écologique, a fait le choix d'élargir la portée de son message, choisissant comme cible l'ensemble de la société civile.

## Porter la voix

*Demain* a joué un rôle important dans l'éveil de la conscience écologique collective en France. Le consensus se modifie, la responsabilité change d'épaules et vient se poser sur celles des individus, qui apparaissent comme acteurs potentiels de changement. *Demain*, en s'adressant à la population d'une manière simple et visuellement réussie, permet de toucher la population d'une nouvelle manière. Voici le rôle que peut avoir la culture dans le débat environnemental : porte-parole d'un message d'espoir, source accessible d'information et vecteur d'action.



HERMINE DEMAËL

C'est ici que revient Gramsci, notre philosophe italien optimiste. Gramsci est un théoricien marxiste qui porte une grande attention à la notion de consensus dans sa réflexion sur la lutte des classes. Il affirme l'existence d'une hégémonie culturelle, mise en place et tenue par les élites, qui définit le consensus établi comme norme sociétale. Prenons par exemple les États-Unis : selon l'explication

gramscienne, si les gens les plus pauvres ne sont souvent pas ceux qui sont en faveur de lois sociales, c'est que les classes dominantes ont réussi à établir le rêve américain du *self-made man* comme consensus. Dans le domaine de l'écologie, cela veut dire que les élites internationales telles que les gouvernements ou les grandes multinationales établissent la marche à suivre en matière d'environnement, et celle-

ci a longtemps été caractérisée par l'ignorance et l'inaction.

Pour autant, comme Gramsci nous l'a dit plus haut, ce n'est pas la prise de conscience d'un consensus contraire à nos intérêts qui devrait nous empêcher d'agir. L'hégémonie de l'ignorance peut être renversée, et pour cela, la culture peut jouer un rôle essentiel. C'est le combat dans lequel s'insère Cyril Dion avec son travail : en informant, partageant, documentant, il participe au changement du consensus, et nous redirige vers des moyens d'actions concrets. Le film *Demain* a fait évoluer les mentalités en France, et de nombreuses autres initiatives artistiques réduisent tous les jours le chemin entre la prise de conscience et l'action. La culture, lorsqu'elle s'adresse à l'ensemble de la société civile, apparaît comme un moyen d'amener la réflexion sur des alternatives de changement.

Alors, n'attendez plus : créez, imaginez, dessinez, chantez, dansez, donnez à votre art la possibilité de changer le consensus... et regardez *Demain* si ce n'est pas encore fait! ☺

# Abracad-arbre *archives*

Hortense Chauvin | Horticulture



De toutes les thèses utilisées pour expliquer notre rapport conflictuel à l'environnement, l'une d'entre elles semble particulièrement irrésistible. Il s'agit de celle du désenchantement du monde, formulée, entre autres, par le sociologue allemand Max Weber. Cette théorie postule que la science et le rapport rationaliste au monde qu'elle implique nous ont privé de notre capacité à nous émerveiller face à la magie du monde naturel. La science aurait objectivé ce qui était autrefois perçu comme un mystère. D'une relation respectueuse, spirituelle et directe avec l'environnement, fondée sur un sentiment d'appartenance à l'écosystème, nous aurions adopté une approche instrumentaliste de la nature, motivée par l'individualisme et le profit. Les forêts sont réduites à des ressources en bois, les océans à des viviers pour

production massive de thon en boîte. Avec le recul de la spiritualité viendrait la désacralisation du monde. *Princesse Mononoké*, film d'animation réalisé par Hayao Miyazaki, peut permettre d'illustrer les écueils de ce rapport au monde décriés par Weber.

## Exploitation contre protection

Frappé d'une malédiction par un sanglier devenu démon, le jeune Ashitaka est sommé de se rendre à l'ouest afin de comprendre les raisons de sa damnation. Il y rencontre Dame Eboshi, cheffe du village des forges. Cette dernière met tout en œuvre pour se débarrasser des dieux qui peuplent la forêt environnante afin de mieux l'exploiter. En s'attelant à cette tâche, elle a provoqué la colère des divinités de la forêt qui essaient désespérément de la protéger. Alors qu'elle projette de tuer le puissant dieu-cerf afin de revendre sa tête magique à l'empereur, Ashitaka rejoint San, une humaine misanthrope élevée par des dieux-loups. Ils s'allient pour faire entendre raison à Dame Eboshi, refusant de voir en la forêt autre chose qu'une source de profit. Lorsqu'elle parvient enfin à décapiter le dieu-cerf, la forêt s'éteint avec lui. Ashitaka et San s'efforceront alors de rétablir

l'équilibre préexistant et de sauver un écosystème en phase d'être irrémédiablement détruit.

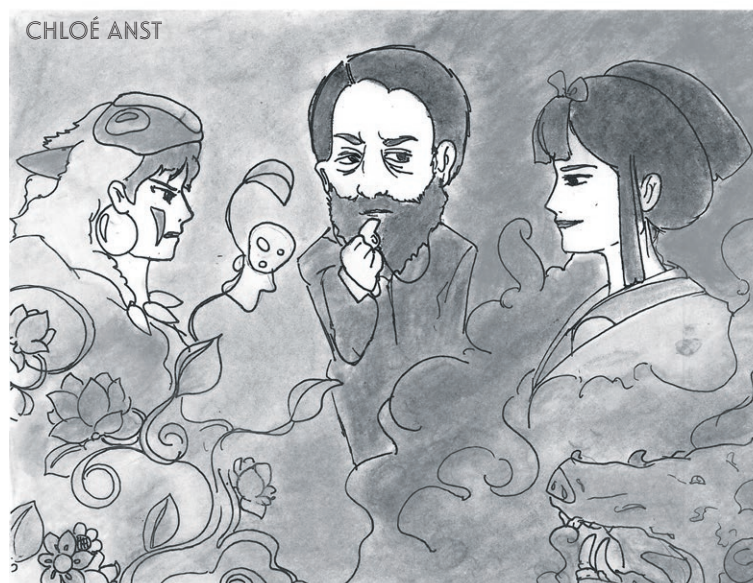
*Princesse Mononoké* peut donc être lu à travers le prisme de la thèse de Weber. Le film dépeint en effet un conflit idéologique entre une vision spirituelle, respectueuse et holistique de la nature, imprégnée de shinto, et le danger d'un rationalisme destructeur. À ce titre, il met en garde contre une approche matérialiste de l'environnement, dissociant les êtres humains des écosystèmes dont ils font partie.

## La science est-elle coupable?

Si, comme le démontre Miyazaki, la réduction de l'environnement à une ressource commerciale est détestable, il semble cependant illusoire de réduire la science à une méthode raisonnée de destruction du monde comme le suggère Weber. D'une part, si elle est essentielle à la constatation des transformations actuelles de l'environnement et à la lutte contre sa dégradation, cette approche recèle également son lot de poésie. En 1984, l'astrophysicien et écologiste

Hubert Reeves dévoilait dans son ouvrage *Poussières d'étoiles* que nous partageons avec les arbres, les roches et l'ensemble du monde vivant la même qualité, celle de descendre des astres et des atomes qui les composent. L'ensemble des éléments qui nous constitue aurait en effet été engendré pour la toute première fois au cœur d'étoiles vieilles de milliards d'années. De quoi redéfinir notre rapport à l'écosystème. L'astronomie partage avec d'autres disciplines scientifiques la capacité de nous faire changer d'échelle et de tourner en ridicule notre anthropocentrisme et nos velléités de contrôle du vivant. La géologie nous donne le vertige, l'entomologie nous révèle le charme du minuscule.

Plus que la science, qui s'attache avant tout à comprendre et découvrir, c'est le caractère éthique (ou non) de son utilisation qu'il s'agit d'interroger. Il semble possible de réconcilier les antonymes et de parvenir à adopter une perspective environnementale respectueuse et multidisciplinaire, à la fois scientifique et holistique. La rationnelle Dame Eboshi est certes punie pour son instrumentalisation de la nature, mais jamais frappée d'anathème. Dans les films d'animation comme dans la réalité, il est toujours l'heure de changer son rapport au monde. ☺



# INFORMEZ-VOUS!

Regarder, écouter, lire pour comprendre  
et appréhender l'effondrement.

## sites

### COLIBRIS

*colibris-lemouvement.org*

L'association Colibris promeut des modes de vies et initiatives citoyennes en faveur d'une société écologique et humaine. La devise de l'association: « faire sa part ». Le site recense des actions quotidiennes à impact positif, que ce soit une alimentation plus respectueuse de l'environnement, un changement de banque ou une mobilité plus durable.

### QU'EST-CE QU'ON FAIT?!

*qqf.fr*

La force de QQF réside dans la clarté de son traitement de sujets liés aux problématiques planétaires. Avec des infographies d'une grande qualité et des articles d'actualités reprenant des initiatives pour l'environnement, QQF promeut des solutions concrètes et accessibles.

## cinéma

### WASTE LAND

*Lucy Walker, documentaire anglo-brésilien, 2010.*

Le film s'intéresse à Vik Muniz, artiste photographe et sculpteur. Muniz s'est rendu à Jardim Gramacho, le plus grand site d'enfouissement au monde, situé en périphérie de Rio de Janeiro. Il y dresse des portraits des personnes y travaillant, réutilisant les déchets pour ses œuvres.

### BEFORE THE FLOOD

*Fisher Stevens, documentaire américain, 2016.*

Narré par Leonardo DiCaprio, le documentaire explore les impacts du changement climatique dans le monde. Appuyé par des scientifiques et activistes pour la cause, le film met l'accent sur l'urgence de la situation et se pose comme critique du status quo politique et économique.

## podcasts

### PRÉSAGES

*disponible sur YouTube, depuis mai 2018.*

Le podcast prend la certitude de l'effondrement comme postulat de départ, et interroge différentes personnes activistes sur leurs différentes initiatives. Bien que le sujet soit dramatique, Présages ne se veut pas pour autant défaitiste. C'est une façon de se préparer, de réfléchir et de prendre conscience aujourd'hui pour demain.

### BASILIC

*disponible sur Apple podcasts et le site internet, 2017.*

Lancés par une juriste en droit de l'environnement, les différents épisodes du podcast prennent la forme d'entrevues avec des entrepreneur·se·s qui se consacrent à un mode de production éthique et durable. De la permaculture à la lingerie ou la joaillerie, les initiatives mises en lumière inspirent à bâtir le monde de demain de manière responsable.

## youtube

### THINKERVIEW

*chaîne youtube*

La démarche de ThinkerView est de confronter des idées et discours établis, inclure d'autres points de vues pour comprendre les enjeux de notre monde. Parmi tous les sujets couverts, Thinkerview se consacre souvent à la question de l'environnement et interroge expert·e·s, politicien·ne·s et scientifiques.

### NEXT

*web série documentaire*

Disponible sur la chaîne Youtube de Clément Montfort, la web série tente de répondre à des questions sur l'effondrement. On y parle de conséquences, d'adaptation et des manières de se préparer pour demain.

## littérature

### PETIT MANUEL DE RÉSISTANCE CONTEMPORAINE

*Cyril Dion, 2018.*

Dion nous donne des clés pour appréhender l'effondrement. Que pouvons nous-faire individuellement, collectivement, politiquement, pour résister contre la logique qui cause l'effondrement de notre monde ? L'auteur de *Demain* tente d'y répondre dans ce livre frappant d'incisivité.

### LE SYNDROME DE L'AUTRUCHE

*George Marshall, 2017.*

Alors que le réchauffement climatique est une réalité reconnue par une grande partie de la population, qu'en est-il du passage à l'action? En fouillant dans l'intellect et les récits individuels, Marshall propose une analyse psychologique et sociologique de cette inaction.



GRÉGOIRE COLLET  
& EVANGÉLINE DURAND-ALLIZÉ  
Éditeur·rice·s Culture

# La décroissance à l'horizon du désastre

Le Délit s'entretient avec Yves-Marie Abraham, professeur et chercheur au HEC.



COURTOISIE ÉCOSOCIÉTÉ

**Le Délit (LD):** Pouvez-vous nous expliquer rapidement ce qu'est la décroissance?

**Yves-Marie Abraham (YMA):** La notion de « décroissance soutenable » ou « conviviale » a été lancée en 2002 en France. Au départ, il ne s'agissait ni d'un concept, ni d'un programme, mais d'un slogan provocateur, d'un « mot-obus », lancé contre une évidence, un dogme, celui de la croissance économique.

Ce slogan a fait mouche, et on peut parler aujourd'hui d'un mouvement politique transnational, dont le principal mot d'ordre est le suivant : la croissance économique n'est pas un facteur de progrès de l'humanité et encore moins une solution aux crises écologiques, sociales et politiques que connaît notre civilisation. Elle fait partie du problème. Il faut donc collectivement y renoncer, avant d'avoir à subir les conséquences d'une décroissance imposée par la destruction en cours de ce qui rend possible la vie humaine sur Terre.

S'il est essentiel d'arrêter la course à la croissance, il ne s'agit pas cependant d'une fin en soi, mais d'un prérequis pour tenter d'inventer des collectivités humaines plus soutenables, plus justes et plus démocratiques. Car le problème de la course à la croissance n'est pas seulement qu'elle est destructrice sur le plan écologique. Elle se révèle également profondément injuste, en ce qu'elle tend à se traduire par un creusement des inégalités entre humains, comme l'a montré notamment Thomas Piketty dans son ouvrage maître (*Le capital au XXI<sup>ème</sup> siècle*, 2013).

Enfin, cette course nous impose à toutes et tous de lourdes contraintes, y compris à celles et ceux qui en tirent les meilleurs avantages. Elle tend en fait à nous transformer en rouages d'un système économique et technique censé pourtant nous servir. Fins et moyens sont inversés. La croissance est donc également synonyme d'aliénation pour chacun d'entre nous, ce qui constitue à lui seul un motif suffisant de s'y opposer, à tout le moins si l'on attache encore un tant soit peu d'importance à l'exercice de notre liberté.

**LD:** On parle souvent de « développement durable » comme solution aux bouleversements climatiques et environnementaux. En quoi la décroissance diffère-t-elle du développement durable?

**YMA:** Le « développement durable » et ses avatars plus récents comme la « croissance verte » ou encore « l'économie circulaire » sont relativement indifférents au caractère injuste et aliénant de cette course à la production de marchandises. Mais surtout, ils continuent à défendre la nécessité de la croissance, en pariant sur un possible « découplage » entre la production de marchandises et son impact écologique, grâce notamment aux progrès technologiques.

Le passé montre pourtant qu'un tel découplage ne s'est jamais réalisé et aucune technologie disponible à ce jour ne permet d'espérer qu'il en soit autrement à l'avenir. On peut certes réduire jusqu'à un certain point, pour chaque marchandise produite, la quantité de matériaux nécessaire et de déchets générés. On obtient ainsi un « découplage relatif ». Toutefois, tant que la quantité totale de marchandises augmentera, la consommation de ressources naturelles et la production de déchets augmenteront également. La seule manière de mettre un terme au désastre écologique en cours est de *produire moins*.

Cependant, réduire globalement la production dans des sociétés déjà profondément inégalitaires et dans

le pouvoir de décider vraiment de la manière dont nous souhaitons vivre ensemble. Il ne s'agit pas seulement de dénoncer ainsi le fait que nos institutions politiques n'ont rien de démocratiques, mais de reconnaître que ces institutions sont elles-mêmes soumises pour l'essentiel à cet impératif de la croissance indéfinie ; un impératif qui n'est jamais qu'une exigence du Capital.

**LD:** Vers quel(s) penseur(s) de la décroissance jugez-vous utile de se tourner?

**YMA:** Les auteurs qui restent à mes yeux les plus intéressants, les plus stimulants, sont ceux qui ont écrit dans les années 1960 et 1970, comme je le suggérais tout à l'heure. Outre les Meadows, déjà évoqués, les incontournables sont Nicholas Georgescu-Roegen, Ivan Illich, Bernard Charbonneau, Jacques Ellul, Günther Anders, André Gorz, et j'en oublie certainement.

La lecture de Gorz me paraît particulièrement essentielle. Il me semble être celui qui intègre de la manière la plus claire et la plus forte les trois propositions par lesquelles je définis la décroissance : *produire moins, partager plus, décider vraiment* (de nos manières de vivre ensemble). Il promeut notamment une écologie politique qui est aux antipodes d'un certain écologisme actuel imputant la cause de nos problèmes à une supposée « nature humaine » et appelant à des mesures coercitives pour arrêter

la catastrophe. Comme ne cesse de le rappeler Gorz, il ne s'agit pas seulement de sauver l'espèce humaine. Il faut encore que nos vies à toutes et tous valent la peine d'être vécues. Ce qui suppose de respecter pour de bon ces deux grandes valeurs en principe fondatrices de notre civilisation : la liberté et l'égalité.

Enfin, je voudrais souligner le travail réalisé ici au Québec par le philosophe Louis Marion. Il est selon moi la « tête pensante » du mouvement de la décroissance dans notre province. Son petit livre *Comment exister encore* est lui aussi un incontournable.

**LD:** En plus des changements systémiques et structurels, y'a-t-il des actions prioritaires à entreprendre à l'échelle individuelle pour avoir un impact sur les bouleversements écologiques? Si oui, lesquelles?

**YMA:** Il faut, comme vous le suggérez, commencer par souligner les limites de toutes les stratégies individuelles visant des formes de consommation plus « responsables ». Ces stratégies, dont l'une des devises les plus fréquentes est le fameux « Acheter c'est voter », n'ont aucune chance de modifier l'ordre en place. Tant que nous nous leverons le matin pour aller travailler et que nous achèterons en fin de semaine des marchandises, aussi « vertes » et « éthiques » soient-elles, le capitalisme n'a rien à craindre. Ces injonctions à « mieux » consommer ne peuvent entre autre que culpabiliser injustement celles et ceux qui n'ont d'autre solution pour vivre que d'acheter ces marchandises à bas prix

et à faible qualité dont le capitalisme a le secret.

Je crois que la première action à entreprendre est de faire de la politique, c'est-à-dire de se mêler du sort de la Cité. Nos sociétés de croissance tendent à exclure cette possibilité. Non seulement parce qu'elles nous imposent d'être toujours plus productifs et performants jusqu'à épuisement, mais aussi parce que nos modes de vie sont essentiellement déterminés par la dynamique d'un système économique et technique qui nous échappe. Il faut donc tout faire pour tenter de pouvoir délibérer et décider ensemble des normes de notre vie collective.

Cela peut passer par l'engagement dans un parti politique – Québec solidaire est très ouvert aux idées de la décroissance – ou dans un mouvement social. Cela peut passer aussi par la participation à des alternatives concrètes visant à atténuer notre dépendance à l'égard des marchandises et du travail rémunéré. Cela peut consister enfin à lire des livres (ou même des articles, puisque le temps nous manque!) et en discuter, pour tenter d'élaborer ensemble des réponses à ces deux questions essentielles : dans quel monde vivons-nous? De quel monde voulons-nous? ☺

Propos recueillis par  
SIMON TARDIF & ANTOINE MILETTE  
Éditeurs Philosophie et Actualités

« Tant que nous nous leverons le matin pour aller travailler et que nous achèterons en fin de semaine des marchandises, aussi « vertes » et « éthiques » soient-elles, le capitalisme n'a rien à craindre »

lesquelles un nombre grandissant de personnes n'ont tout simplement pas les moyens matériels de mener une vie digne ne pourrait qu'aggraver les injustices actuelles. Cela implique de défendre conjointement un deuxième principe : *partager plus*. Concrètement, pour que chacun et chacune puisse avoir accès à des moyens d'existence décentes, dans le respect des limites biophysiques de notre planète, il faut imposer des limites à l'accumulation du capital et à la propriété privée.

Ce nécessaire partage de nos moyens d'existence ne s'impose pas seulement pour des raisons de justice. Il est également la condition *sine qua non* pour que nous puissions commencer à reprendre le contrôle de nos vies. Pour l'heure, nous n'avons pas

la catastrophe. Comme ne cesse de le rappeler Gorz, il ne s'agit pas seulement de sauver l'espèce humaine. Il faut encore que nos vies à toutes et tous valent la peine d'être vécues. Ce qui suppose de respecter pour de bon ces deux grandes valeurs en principe fondatrices de notre civilisation : la liberté et l'égalité.

En ce qui concerne les auteurs contemporains, il faut au moins évoquer Serge Latouche, dont le petit ouvrage *Survivre au développement* fait pratiquement figure de manifeste du mouvement décroissantiste. En France également, on doit mentionner *Un projet de décroissance* (Liegey et coll.), qui propose une réponse particulièrement cohérente à la question « Que faire? » Il y a par ailleurs à Barcelone un groupe de chercheurs



FATIMA SILVESTRO